PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME
Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de presse du 25 juin 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant **l'icône** **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Canicule

- Canicule : des agriculteurs cauchois déplorent l'arrêté préfectoral limitant leur activité (Paris Normandie)
- Édito. De record en record, la canicule de juin 2026 est historique (Paris Normandie)
- Canicule : à l'Ehpad de Notre-Dame-de-Bondeville, de l'eau, des glaces, et de la chaleur humaine (Paris Normandie)
- « Ma compagne est devenue violette » : au Havre, comment les salariés affrontent la canicule (Paris Normandie)
- La canicule booste la fréquentation des cinémas en Normandie (Paris Normandie)
- La mairie du Havre critiquée pour sa gestion des écoles en période de fortes chaleurs (Paris Normandie)
- Canicule en Normandie : vigilance rouge maintenue jusqu'au week-end en Seine-Maritime et dans l'Eure (Paris Normandie)
- Barentin. Adapter les horaires pour faire face à la canicule (Le Courrier Cauchois)
- Montville. Canicule : des mesures exceptionnelles à l'école (Le Courrier Cauchois)
- Le Havre. Dans le centre reconstruit, les commerces s'adaptent pour faire face à la chaleur (Tendance Ouest)
- Rouen. Avec la canicule, la Ville décide finalement de fermer les écoles jeudi et vendredi (Tendance Ouest)

Environnement

- En images : visite du chantier des éoliennes au large de Dieppe et du Tréport (Paris Normandie)
- « Neuf fois sur dix, les feux sont d'origine humaine » : les forêts de Normandie en risque sévère d'incendie (Ouest France)
- Mobilité. La pollution de l'air persiste : vitesse réduite sur les routes et transports gratuits au Havre et à Rouen (Tendance Ouest)

Social et société

- « Ce serait bien que la Seine soit ouverte » : à Rouen, ados et collectifs rêvent de baignades encadrées (Paris Normandie)
- Grève à la Ligue havraise : salaires et conditions de travail au centre des revendications (Paris Normandie)
- Fraternibus à Bacqueville-en-Caux : un espace mobile pour rompre l'isolement (Paris Normandie)
- Fécamp. Grande journée de collecte pour les animaux abandonnés (Le Courrier Cauchois)
- Yvetot. La Moutardière : on connaît à présent le concessionnaire (Le Courrier Cauchois)

Santé

- Une application pour connaître son temps d'attente et son parcours de soins en temps réel dans ce CHU de Normandie (Ouest France)

Sécurité

- Près de Rouen, qui est le nouveau chef des sapeurs-pompiers de Canteleu ? (Paris Normandie)
- Policier ripou à Rouen : « J'ai cédé à l'appât du gain… » (Paris Normandie)
- Veules-les-Roses. Un départ de migrants suspecté en début de semaine (Le Courrier Cauchois)
- « C'est de la folie » : sur la côte normande, le retour d'une route migratoire vers l'Angleterre (Le Poulpe)
- Les numéros des commissariats de Bolbec et Fécamp usurpés, la police alerte face aux tentatives de "spoofing" (ICI Normandie)

Économie et vie des entreprises

- Au Havre, le feu d'artifice prévu pour l'anniversaire du Pasino est annulé pour cause de canicule (Paris Normandie)
- Barentin. Jacques-Dubois : la seule PME cauchoise présente (Le Courrier Cauchois)

Collectivités locales et équipements publics

- Le maire de Canteleu placé en garde à vue pour des soupçons de harcèlement (Paris Normandie)
- Doudeville. Agnès Laloi : "Je veux que l'on rende service" (Le Courrier Cauchois)

Sport

- Violences lors d'un match de foot au Havre : le HAC Association et le club de Saint-Lô sanctionnés (Paris Normandie)

Éducation

- « Il est traumatisé » : à Rouen, un enfant mordu par un rat dans la cour de son école (Paris Normandie)
- Fécamp. Oraux du bac : les écologistes dénoncent un réseau de transport Nomad inadapté aux candidats (Paris Normandie)

Justice

- A Rouen, les salons de massage aux prestations « particulières » dans le collimateur de la justice… (Le Parisien)

Infrastructures

- Sous le pont de Tancarville, quatre mois de travaux sur la D982 pour une nouvelle ligne électrique (Paris Normandie)

paris-normandie.fr

Canicule : des agriculteurs cauchois déplorent l’arrêté préfectoral limitant leur activité

Brice Recotillon

7–8 minutes

La vigilance rouge canicule a conduit la préfecture de la Seine-Maritime à prendre de nombreuses mesures restrictives. Depuis le 23 juin 2026, la plupart des travaux agricoles sont interdits entre 13h et 18h par le biais d’un arrêté que déplorent des professionnels cauchois.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Maire de la commune de Louvetot, exploitant agricole et conducteur de moissonneuse-batteuse, Guillaume Hauchard déplore le récent

arrêté préfectoral. - Paris Normandie

Par Brice Recotillon

Publié: 24 Juin 2026 à 18h04 Temps de lecture: 2 min

Le sujet accapare les conversations depuis plusieurs jours : la canicule sévit dans l'Hexagone où 54 départements, dont la Seine-Maritime, ont été placés en vigilance rouge jusqu'en fin de semaine. La France a d'ailleurs enregistré sa journée la plus chaude, ce mardi 23 juin 2026, depuis les premiers relevés météorologiques datant de l'après Seconde guerre mondiale.

Consultez l'actualité en vidéo

Des travaux agricoles limités

Ainsi, la préfecture de la Seine-Maritime a récemment pris plusieurs mesures restrictives afin de protéger le public. L'une d'entre elles, concernant les chantiers entrepris dans les concessions agricoles, fait principalement grincer des dents en pays de Caux. Entre 13h et 18h, les exploitants agricoles ont désormais interdiction d'entreprendre des travaux de récolte, fauchage, andainage et de pressage. Les engins et matériaux susceptibles de s'enflammer sont également proscrits sur cette plage horaire, où les températures grimperont jusqu'à 40 degrés.

« On aurait aimé plus de souplesse, comme c'est le cas en Seine-et-Marne, où il n'y a pas de contraintes horaires strictes. Les exploitants font appel à leur bon sens, admet Julien Lemaître, secrétaire général des Jeunes Agriculteurs 76. *On appelle tous nos adhérents à respecter les conditions de l'arrêté préfectoral. »*

> On agit en responsabilité, on n'a pas besoin d'un arrêté préfectoral qui interdit bêtement et simplement, sans mesurer les conséquences qu'il peut y avoir derrière.

Guillaume Hauchard, Exploitant agricole à Louvetot

« *Nos métiers se sont toujours adaptés aux conditions météorologiques. On agit en responsabilité, on n'a pas besoin d'un arrêté préfectoral qui interdit bêtement et simplement, sans mesurer les conséquences qu'il peut y avoir derrière,* peste Guillaume Hauchard, exploitant de la rose des vents à Louvetot. *En tant que chauffeur de moissonneuse-batteuse et agriculteur, si je considère que ma machine ne peut pas fonctionner en sécurité, je ne l'utilise pas.* »

« C'est sûr que le matériel est plus sensible quand il fait très chaud. On a un point de vigilance à surveiller. Mais qu'il fasse 35 degrés ou qu'il fasse 30 degrés, c'est quasiment la même chose », rétorque Patrick Auger, exploitant dans la commune de Sommesnil.

Des exploitations contrôlées

Pas question pour les agriculteurs de stopper leurs activités à une heure précise si la situation au sein de leur exploitation nécessité le contraire. Tous deux déplorent l'absence de concertation avec les professionnels afin d'ajuster les modalités de l'arrêté. D'autant que le mois de juin est une période propice aux récoltes de lin et d'orge. Néanmoins, le non-respect de l'arrêté les expose à une amende de 4e classe en cas de contrôle des services compétents.

« Ce qui va faire le textile de demain, c'est le lin qui va être à récolter, ce qui va faire le pain de demain, c'est la récolte de blé. Si on récolte un blé de mauvaise qualité parce qu'on a dépassé le stade de maturité, c'est du blé qui va être déclassé. Il va passer en blé fourragé, au niveau économique c'est très grave, sur une exploitation », redoute

Guillaume Hauchard.

« Jeudi dernier, il est tombé jusqu'à 20 millimètres d'eau. La propagation d'un incendie est fort limité quand même. Il n'y a rien de grillé chez nous, à part les orges », assure Patrick Auger. Toutefois, le Sommesnillais reconnaît avoir adapté certaines de ses habitudes de travail en fonction des hausses de température.

« J'ai changé mes pratiques pour m'adapter au réchauffement climatique. Les sols sont couverts une bonne partie de l'année. J'intègre aussi de plus en plus de cultures d'été, de type chanvre. Le maïs, c'est une super culture. Il va protéger le sol à cette époque-ci. »

Lire aussi

Dans l'œil du photographe, la rencontre entre un véliplanchiste et un chalutier

Val-de-Saâne : une vente solidaire organisée au château de Varvannes le samedi 4 juillet 2026

Deux collégiennes de Rives-en-Seine primées pour leur projet sur la Shoah

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Louvetot (Seine-Maritime) pays de Caux

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Yvetot

[Lire à la plage est de retour dans le pays de Caux pour son vingtième anniversaire]

[Ce marché du dimanche en Seine-Maritime séduit les habitants et valorise les producteurs locaux]

Canicule : des agriculteurs cauchois déplorent l'arrêté préfectoral limitant leur activité

Dans l'œil du photographe, la rencontre entre un véliplanchiste et un chalutier

Val-de-Saâne : une vente solidaire organisée au château de

Varvannes le samedi 4 juillet 2026

Deux collégiennes de Rives-en-Seine primées pour leur projet sur la Shoah

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Édito. De record en record, la canicule de juin 2026 est historique

Audrey Rohrbach

4–5 minutes

Alors que deux épisodes caniculaires frappent déjà le pays en ce début d'été 2026, la question de l'adaptation aux phénomènes climatiques extrêmes se pose.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Audrey Rohrbach

Publié: 24 Juin 2026 à 21h53 Temps de lecture: 1 min

On le savait tous. Une canicule comme celle qui nous touche depuis plusieurs jours met à rude épreuve les corps, mais aussi les organisations. La France n'est pas adaptée à des températures dignes de Dubaï ou de Bagdad, des températures qu'on peut qualifier de désertiques.

Crèches, écoles ou encore collèges ont d'abord adapté leurs horaires, puis tout simplement fermé pour une partie d'entre eux. Les directeurs d'établissement autorisant même les parents à garder leurs enfants à la maison, où la température n'est pas forcément plus adaptée.

Dans les Ehpad et les hôpitaux, le souvenir de la canicule de 2003 et de ses 15 000 morts hante les services. Cet épisode, durant lequel le ministre de la Santé, Jean-François Mattéi, a pris la parole au journal télévisé de 20 heures sur TF1 en direct de sa maison de vacances du Var, vêtu d'un polo, montrant un complet décalage avec la situation dramatique que traversait le pays, a marqué les esprits.

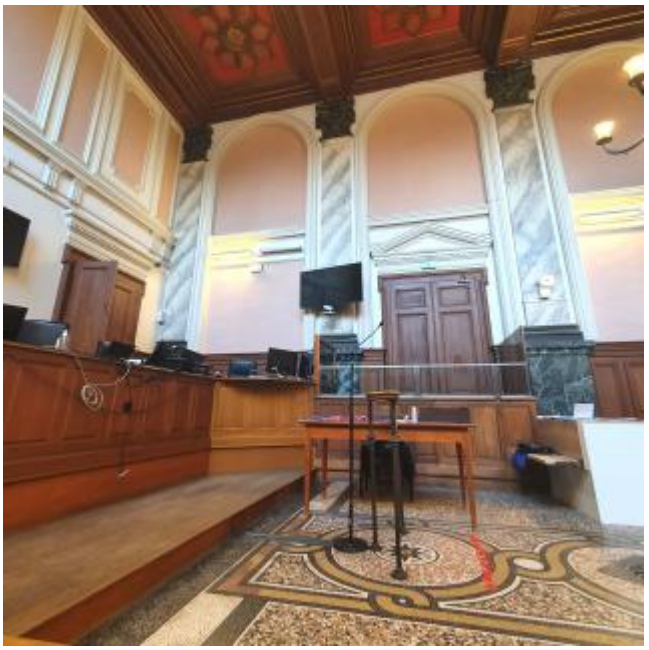
Aujourd'hui la communication est davantage maîtrisée. Du côté des Ehpad, les pièces climatisées sont plus nombreuses. Et les communes ont activé leur plan de sauvegarde communale pour identifier les personnes vulnérables. La France a progressé sur ces points. Mais ce n'est pas suffisant.

Les passoires thermiques classées E, F ou G sont aussi inhabitables

en cette période de canicule que l'hiver. C'est double peine pour des locataires qui passent l'hiver à avoir froid ou à dépenser des sommes faramineuses pour se chauffer.

Les températures records s'enchaînent. Mardi était la journée la plus chaude jamais enregistrée en France… avant ce mercredi 24 juin 2026, avec une température jour-nuit de 30 degrés, selon les mesures de Météo France. Nous devons voir la réalité en face : l'adaptation est inévitable. Les phénomènes climatiques intenses s'enchaînent. Deux canicules successives en à peine un mois alors que l'été débute à peine après plusieurs tempêtes cet hiver, dont Goretti, cela ressemble bien à une conséquence du dérèglement climatique.

Lire aussi



Édito. Affaire Lyhanna : quand les sanctions ne doivent pas masquer les défaillances du système

[Édito. Affaire Lyhanna : le naufrage judiciaire qui appelle de réponses crédibles]

[Édito. La lutte contre le dérèglement climatique, c'est aussi l'affaire de chacun]

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Canicule : à l’Ehpad de Notre-Dame-de-Bondeville, de l’eau, des glaces, et de la chaleur humaine

Véronique Baud

6–8 minutes

Avec 62 résidents et une moyenne d’âge de 89 ans, l’Ehpad « Côte de velours » à Notre-Dame-de-Bondeville redouble de précautions en cette période de canicule exceptionnelle.

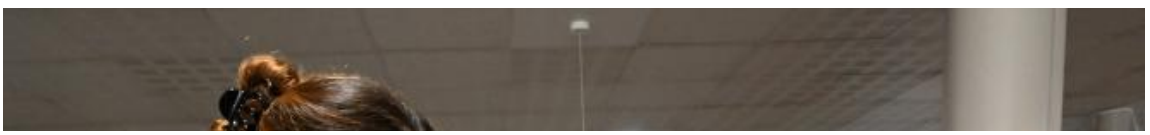
Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Véronique Baud

Publié: 24 Juin 2026 à 22h06 Temps de lecture: 1 min

Le barbecue prévu mardi 23 juin 2026 à l'Ehpad « Côte de velours » à Notre-Dame-de-Bondeville a dû être annulé. Les familles ont été prévenues et rassurées, en ces temps de très grosse chaleur.

L'apéritif qui fait partie des moments de plaisir partagés le week-end, n'est plus d'actualité tant que la météo est en surchauffe.



À l'Ehpad « Côte de velours » de Notre-Dame-de-Bondeville, la canicule est une préoccupation de jour comme de nuit. - photo Stéphanie Péron Clément

Pour les 62 habitants en grand âge de l'établissement, c'est régime eau-glaces-salades, avec petit déjeuner pris non plus dans la chambre, mais dans la salle de restaurant désormais climatisée depuis quelques années. En cette matinée de vigilance rouge, bon nombre des résidents restent près du bar et de la salle de restaurant où la climatisation est poussée avant les heures de repas.

L'eau et d'autres boissons sont distribuées très régulièrement. - photo Stéphanie Péron Clément

« Difficile jour et nuit »

« *Au rez-de-chaussée, ça va, mais les chambres à l'étage sont trop chaudes* », décrit la directrice Marianne Avenel. Tout est fait pour protéger les personnes âgées de coups de chaleur et leur assurer une bonne hydratation.

En cette matinée de vigilance rouge, les aide-soignantes comme Marie-Charlotte, au nombre de six le matin, veillent sur les pensionnaires. *« Nous avons une collègue en renfort actuellement pour nous soulager, c'est plus dur l'après-midi* », décrit la jeune femme. « *Ce sont des conditions de travail difficiles de jour et de nuit, nous aussi on prend des douches. On peut se mettre en robe et en short. On utilise des ventilateurs, des brumisateurs*. »

Perfusions sous cutanées

Les brumisateurs sont très utilisés. - photo Stéphanie Péron Clément

Les résidents, dont certains peuvent souffrir de lourdes pathologies comme Alzheimer, ne ressentent ni la soif ni la chaleur. « *Dans les cas un peu extrêmes, on place des perfusions sous cutanées la nuit, pour les plus fragiles* », indique Marianne Avenel. Deux infirmières et un médecin coordinateur s'occupent des soins.

La distribution de verres d'eau est très régulière, « *ce qui représente deux litres par jour* », évalue la directrice. Au goûter, c'est glace à l'eau et ça plaît bien. Dans la jolie salle de restaurant bien rafraîchie, les repas aussi sont adaptés avec des crudités et des salades.

L'eau et d'autres boissons sont distribuées très régulièrement. - photo Stéphanie Péron Clément

Sorties interdites

Les sorties étant interdites et les volets baissés très longtemps, les animatrices comme Camille trouvent des parades. « *En ce moment, on organise beaucoup d'activités, comme des jeux de société et des quiz musicaux.* » Patrick, qui habite l'Ehpad depuis quatre ans après un AVC, lance « *aujourd'hui ce n'était pas pour moi, épluchage de*

légumes ! »

Il est un peu nostalgique des événements organisés en temps normal, comme une récente grande journée tennis à l'occasion de Roland Garros. Pour le moment, son fauteuil électrique est remisé. Sa bonne humeur n'en est pas altérée. « *Ici on est très bien, on s'occupe de vous de jour comme de nuit* ! », apprécie le septuagénaire, représentant des résidents et photographe des journées festives, comme celle qui aura lieu fin août sur le thème des casinos.

Patrick réside à l'Ehpad de Notre-Dame-de-Bondeville depuis quatre ans. - photo Stéphanie Péron Clément

Selon l'ARS, 80 % des maisons de retraite médicalisées de Normandie appliquent actuellement le plan bleu, qui implique que des personnels sont rappelés sur leur temps de congés pour une surveillance renforcée des pensionnaires très fragiles face aux fortes chaleurs. Il devrait être maintenu durant tout l'épisode, et même un peu au-delà.

Lire aussi

[Viva Cité 2026 à Sotteville-lès-Rouen : transports, vélo, parkings, comment venir sans galérer ?]

[À Rouen, « Bison » et ses deux « jobeuses » condamnés pour trafic de stupéfiants]

« Il est traumatisé » : à Rouen, un enfant mordu par un rat dans la cour de son école

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Notre-Dame-de-Bondeville (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

Video

« Ce serait bien que la Seine soit ouverte » : à Rouen, ados et collectifs rêvent de baignades encadrées

[Viva Cité 2026 à Sotteville-lès-Rouen : transports, vélo, parkings, comment venir sans galérer ?]

[À Rouen, « Bison » et ses deux « jobeuses » condamnés pour trafic de stupéfiants]

« Il est traumatisé » : à Rouen, un enfant mordu par un rat dans la cour de son école

Raccordement du pont Flaubert à la Sud III à Rouen : de nouvelles nuits de fermeture

Transports à Rouen. Fin du ticket carton et des tarifs qui changent à la rentrée 2026

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

« Ma compagne est devenue violette » : au Havre, comment les salariés affrontent la canicule

Nicolas Le Jean

8–10 minutes

Au Havre, la canicule de juin 2026 bouleverse le quotidien des salariés exposés à la chaleur. Pressing, chantier du tramway, boulangerie ou encore snack sont contraints de s’adapter. Reportage dans le secteur Danton-gare.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Nicolas Le Jean

Publié: 25 Juin 2026 à 06h15 Temps de lecture: 1 min

Au Havre, la canicule oblige de nombreux professionnels à adapter leur activité face à des conditions de travail devenues éprouvantes. Reportage dans le secteur Danton-gare.

« Ma compagne est devenue violette »

Thidieu, la compagne du gérant de Sequoia pressing, s'est trouvée mal mardi 23 juin. - Nicolas Le Jean/Paris Normandie

Alexandre Losenicky, gérant de Sequoia pressing, rue Casimir-Delavigne, n'aurait jamais pensé devoir fermer son magasin, mardi 23 juin 2026 après-midi. Mais il a dû s'y résoudre à 14 h. *« Après deux heures de repassage, ma compagne est devenue violette. Et je ne l'ai jamais vue dégoulinante comme ça »*, commente-t-il ce mercredi.

Machines de nettoyage à sec, repasseuses… Ces engins dégagent beaucoup de chaleur. *« C'est très compliqué pour moi, j'ai l'impression d'être dans un sauna »*, exprime de fait Thidieu, la compagne d'Alexandre. Du coup, au travail, elle boit *« beaucoup d'eau »*. Par ailleurs, le pressing, qui disposait déjà de ventilateurs, en a racheté deux autres. « *On en a installé partout, mais cela a peu d'incidences. Il faudrait de la climatisation mais dans un pressing, cela n'a guère de sens* », observe Alexandre. Pour lui, cet équipement serait toutefois envisageable si les épisodes de canicule se répétaient.

« Nous faisons attention à nos salariés »

La société de travaux publics NGE, intervenant sur le chantier du tramway, a pris plusieurs dispositions pour que ses ouvriers supportent la chaleur. - Nicolas Le Jean/Paris Normandie

Alors que le mercure affiche déjà 25°C vers 10 h 45, les ouvriers du chantier du tramway, près de la gare, sont en plein travail, avec leur casque de protection et leurs vêtements orange en tissu synthétique. *« Les manches longues et la matière, c'est un peu pénible avec cette chaleur. Et il n'y a pas beaucoup de points d'ombre pour mes gars »*, souffle un responsable de chantier de la société NGE.

Celle-ci a donc adapté les horaires de travail, qui s'étendent de 6 h à 12 h 30 en vigilance canicule rouge [au lieu de 7 h à 17 h, NDLR].Sans compter d'autres dispositions car *« nous faisons attention à nos salariés »*, souligne un autre responsable de NGE. Il détaille : *« Nous mettons à disposition jusqu'à 4 litres d'eau par jour et par personne. De plus, nous avons installé un abri au niveau des conteneurs de chantier. Les ouvriers peuvent aussi utiliser des équipements de protection rafraîchissants, comme un bonnet sous casque et un cache-cou pouvant être mouillés. Et ils peuvent faire une pause [en temps normal, 30 mn au bout de 6 heures, NDLR] à tout moment s'ils en ressentent le besoin »*.

« On met des glaçons dans le pétrin »

La chaleur n'affecte pas que les salariés : la boulangerie Aimé (ici Louis, son chef cuisinier) doit refroidir sa pâte à pain avec des glaçons. - Nicolas Le Jean/Paris Normandie

« C'est dur, dès 4 h du matin, nous avons la chaleur du four et celle de l'extérieur », ressent Lilly, apprentie pâtissière de la boulangerie Aimé, allée Aimé-Césaire. *« Je souffre carrément*, renchérit Robin, *son collègue pâtissier-boulanger. On transpire et on ne fait que boire toute la journée.* »

« Nos locaux ne sont pas du tout adaptés. »

Jean-Philippe Merkel, Gérant de la boulangerie Aimé

Jean-Philippe Merkel, gérant d'Aimé, a pourtant pris le taureau canicule par les cornes. Il a permis à certains de ses salariés de décaler leurs horaires de travail. Prévu pour tous des pastilles de réhydratation. Collé du film occultant aux fenêtres de la boulangerie. Disposé plusieurs ventilateurs dans celle-ci, le laboratoire comptant

même, depuis longtemps, un extracteur de chantier, ramenant de l'air frais du couloir de l'immeuble. Las, « *les locaux ne sont pas du tout adaptés, ils n'ont aucune ouverture sur l'extérieur hormis la porte d'entrée. Quand celle-ci est ouverte, il fait 35°/36°C à l'intérieur* », constate le patron.

La forte chaleur a aussi un impact sur la pâte à pain, dont la température tend à dépasser la norme de 24°C. Du coup, *« on met des glaçons dans le pétrin pour qu'elle ne soit pas trop chaude »*, signale Robin.

« Notre patron est bienveillant »

Metin, cuisinier au snack Palais de Topkapi, a trouvé des parades : une serviette nouée à la taille, et un petit ventilateur sur le comptoir proche. - Nicolas Le Jean/Paris Normandie

De dos, le T-shirt de Metin, un des employés du snack Palais de Topkapi, cours de la République, est maculé de sueur. Et pour cause, il prépare des kebabs, à proximité de la broche à viande, dont le feu

ne doit jamais être coupé, et de la friteuse. *« C'est plus dur que d'habitude »*, reconnaît-il. De fait, *« on s'équipe en fonction. J'ai une serviette à la taille pour m'essuyer le visage. Et on a installé un petit ventilateur sur le comptoir, ça fait du bien ».* Le cuisinier s'hydrate aussi beaucoup.

Tudorel, un autre employé, souligne que le restaurant est « familial », et que son patron, Ecrem Tanis, se montre bienveillant pour ses salariés, les autorisant à souffler et à se désaltérer s'ils en ont besoin.

Pour Ecrem Tanis, c'est la baisse de fréquentation qu'il enregistre, pense-t-il en raison des travaux du tramway, qui s'avère surtout problématique. *« Ça plus la chaleur, ce n'est pas des bonnes conditions pour travailler. Mais nous devons rester ouverts »* livre-t-il.

Lire aussi

Grève à la Ligue havraise : salaires et conditions de travail au centre des revendications

Au Havre, la canicule fait-elle bon ménage avec le début des soldes d'été ?

Baignade dangereuse, le HAC Association sanctionné, travaux à Tancarville… Le point actu mercredi 24 juin

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Le Havre

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Le Havre

Grève à la Ligue havraise : salaires et conditions de travail au centre des revendications

« Ma compagne est devenue violette » : au Havre, comment les salariés affrontent la canicule

Au Havre, la canicule fait-elle bon ménage avec le début des soldes d'été ?

Baignade dangereuse, le HAC Association sanctionné, travaux à Tancarville… Le point actu mercredi 24 juin

[En « détresse », une mère menace d'« étouffer avec un coussin » son bébé d'un an à Fécamp]

[Au Havre, le feu d'artifice prévu pour l'anniversaire du Pasino est annulé pour cause de canicule]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

paris-normandie.fr

La canicule booste la fréquentation des cinémas en Normandie

Violaine Gargala

6–7 minutes

Si les salles obscures climatisées sont un refuge en ces temps de canicule, la programmation n’est pas en reste pour attirer le public.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Avec la fermeture des écoles, un public familial fréquente les salles de cinéma en pleine journée, ce qui est inhabituel hors vacances scolaire. - Photo d'archives Stéphanie Péron Clément

Par Violaine Gargala

Publié: 24 Juin 2026 à 17h30 Temps de lecture: 1 min

Véritables îlots de fraîcheur, quand ils sont climatisés, les cinémas voient leur fréquentation augmenter pendant la canicule. Au Kinepolis, situé au sein du centre commercial Saint-Sever à Rouen, elle est en hausse de *« 50 % depuis lundi* [22 juin 2026, Ndlr] *par rapport à une semaine habituelle. On est sur des chiffres semblables à une semaine de vacances »*, constate Florian Minieri, directeur de l'établissement.

Consultez l'actualité en vidéo

Des familles en semaine

Il poursuit : *« Il y a un gros effet canicule. Et il y a aussi un effet fermeture des écoles ». « Dès lundi midi on a eu pleins d'enfants à la*

séance de Toy Story 5 », relève de son côté Arnaud Delalondre, directeur des cinémas Pathé Docks 76 à Rouen et du Grand-Quevilly. Dans ces salles obscures, la fréquentation était en hausse de 50 % mardi 23 juin *« par rapport à un mardi normal. Et on voit des gens venir plusieurs fois »*.

« Je viens au cinéma aussi en temps normal mais je ne vous cache pas qu'aujourd'hui on est venu pour être au frais », sourit Christian, en sortant avec sa fille Capucine, du cinéma Kinepolis. Même motivation pour Nina qui sort de la même séance, celle du nouvel opus des Minions, avec ses deux fils. *« Depuis lundi on varie les activités, comme il est déconseillé de les mettre à l'école. Demain c'est forêt ».*

Une programmation adaptée

« Les extrêmes climatiques nous servent. Le temps doux est l'ennemi du cinéma », relève Maxime Sylvestre, directeur adjoint Pathé Docks Vauban au Havre, où la fréquentation a augmenté de *« facilement 30 % depuis le début de la semaine »*. Mais le responsable ajoute : *« La programmation joue. »*

Car « ça tombe bien elle est actuellement diversifiée, pour tous les âges », note Florian Minieri. Avec *Toys Story 5* et *Des Minions et des monstres* pour les familles ; deux films d'horreur, *Backrooms* et *Obsession*, qui plaisent aux adolescents ; ou encore *La Bataille de Gaulle*.

Une période généralement calme

« Les gens viennent d'abord pour les films. Mais il est faux de dire que les gens ne viennent pas aussi pour la canicule », estime quant à lui Richard Patry, président-directeur général des cinémas Noé (notamment présent à Elbeuf, Yvetot, Pont-Audemer, Gisors, Les Andelys, Vernon...). Celui qui est aussi président de la Fédération

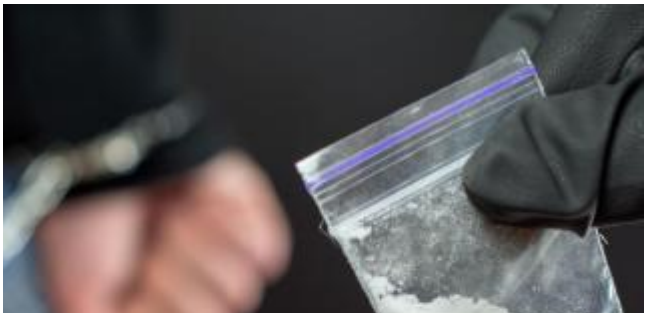
nationale des cinémas français, relève au niveau national *« une très forte fréquentation, en hausse de 70 % la semaine du 16 au 23 juin par rapport à la même semaine l'année dernière. Il y a un faisceau d'indices faisant penser qu'il y a un effet canicule mais pour en être sûr il faudrait faire une enquête auprès de chaque client »*.

Toutefois les cinémas non climatisés constatent *« l'effet inverse »*, glisse-t-on ainsi à Louviers.

Enfin *« généralement la semaine précédent la Fête du cinéma est très calme »*, précise le directeur de Kinepolis. L'événement, qui débute dimanche 28 juin, avec un tarif unique de 5 euros draine beaucoup de spectateurs. L'attrait pour le grand écran ne devrait donc pas fléchir rapidement.

Lire aussi

Viva Cité 2026 à Sotteville-lès-Rouen : transports, vélo, parkings, comment venir sans galérer ?



À Rouen, « Bison » et ses deux « jobeuses » condamnés pour trafic de stupéfiants

« Il est traumatisé » : à Rouen, un enfant mordu par un rat dans la cour de son école

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Rouen (Seine-Maritime) Le Grand-Quevilly (Seine-Maritime) Yvetot (Seine-Maritime) Elbeuf (Seine-Maritime) Les Andelys Bernay Gisors (Eure) Le Havre

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

Video

« Ce serait bien que la Seine soit ouverte » : à Rouen, ados et collectifs rêvent de baignades encadrées

Viva Cité 2026 à Sotteville-lès-Rouen : transports, vélo, parkings, comment venir sans galérer ?

[À Rouen, « Bison » et ses deux « jobeuses » condamnés pour trafic de stupéfiants]

[« Il est traumatisé » : à Rouen, un enfant mordu par un rat dans la cour de son école]

[Raccordement du pont Flaubert à la Sud III à Rouen : de nouvelles nuits de fermeture]

[Transports à Rouen. Fin du ticket carton et des tarifs qui changent à la rentrée 2026]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

paris-normandie.fr

La mairie du Havre critiquée pour sa gestion des écoles en période de fortes chaleurs

Carla Mouchel

5–6 minutes

Les parents d'élèves des écoles élémentaires Edouard-Herriot et Dauphine, au Havre, dénoncent l'absence d'action de la mairie concernant les conditions d'accueil des enfants en période de canicule.

Ajouter Paris Normandie sur Google

« Aucune réflexion n’a été menée sur l’installation de films solaires, de points d’eau supplémentaires et de végétalisation de la cour » de

l'école Edouard Herriot, déplore Chloé Fauveau, parente d'élève. - Romain Huynh/Paris Normandie

Par Carla Mouchel

Publié: 24 Juin 2026 à 18h44 Temps de lecture: 1 min

En cette période de canicule, les enfants sont particulièrement vulnérables et les conditions d'accueil dans les écoles ne sont pas au rendez-vous. La municipalité du Havre a communiqué sur ses efforts afin de réunir les meilleures conditions pour accueillir les élèves. Cependant, les parents d'élèves des écoles élémentaires Edouard-Herriot et Dauphine annoncent leur intention d'envoyer, séparément, un communiqué à la mairie afin de la faire réagir sur ces problématiques.

Consultez l'actualité en vidéo

Ma fille « saignait du nez »

« Le thermomètre indiquait 30 degrés à l'arrivée des élèves à 7h45 et 37 degrés dans l'après-midi », précise Chloé Fauveau, une parente d'élève d'Edouard-Herriot jointe par téléphone. Malgré l'initiative des parents d'élèves d'acheter des ventilateurs, l'école a refusé d'engager sa responsabilité sur les équipements qui doivent normalement être fournis par la mairie.

Même constat à l'école Dauphine. *« Il n'y a aucune ombre dans la cour et ma fille m'a confié qu'elle saignait du nez durant la journée »*, déclare une parente d'élève de l'association L'Havrais School. En effet, rappelle-t-elle, les épisodes caniculaires sont amenés à se

répéter et à s'intensifier dans l'avenir, insistant ainsi sur la nécessité pour la Ville de réagir en conséquence.

Une rénovation qui questionne

L'école élémentaire Edouard-Herriot a été rénovée il y a cinq ans et, pourtant, la chaleur s'infiltre facilement. « *Aucune réflexion n'a été menée sur l'installation de films solaires, de points d'eau supplémentaires et de végétalisation de la cour* », déplore Chloé Fauveau.

La mère de famille mentionne également qu'un conseil d'école a eu lieu le mardi 23 juin en présence de Florent Saint-Martin, adjoint au maire chargé de l'urbanisme et des grands projets. Ce dernier aurait justifié que les achats d'équipement prennent du temps. Un argument qui n'est pas recevable pour Chloé Fauveau qui répond que *« la canicule était prévue et que c'est déjà la deuxième cette année ».*

Invitée à apporter son point de vue, la Ville n'a pas encore donné suite.

Lire aussi

Grève à la Ligue havraise : salaires et conditions de travail au centre des revendications

Au Havre, la canicule fait-elle bon ménage avec le début des soldes d'été ?

Baignade dangereuse, le HAC Association sanctionné, travaux à Tancarville… Le point actu mercredi 24 juin

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Le Havre

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Le Havre

Grève à la Ligue havraise : salaires et conditions de travail au centre des revendications

« Ma compagne est devenue violette » : au Havre, comment les salariés affrontent la canicule

[Au Havre, la canicule fait-elle bon ménage avec le début des soldes d'été ?]

[Baignade dangereuse, le HAC Association sanctionné, travaux à Tancarville… Le point actu mercredi 24 juin]

[En « détresse », une mère menace d'« étouffer avec un coussin » son bébé d'un an à Fécamp]

[Au Havre, le feu d'artifice prévu pour l'anniversaire du Pasino est annulé pour cause de canicule]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Canicule en Normandie : vigilance rouge maintenue jusqu’au week-end en Seine-Maritime et dans l’Eure

Christophe Frebou

4–5 minutes

Dans son bulletin de 6 heures, jeudi 25 juin 2026, Météo France n’annonce pas d’amélioration de la situation avant le week-end en Normandie, hormis pour la Manche. Vendredi 26 juin 2026 devrait donc être une journée supplémentaire sous vigilance rouge.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Christophe Frebou

Publié: 25 Juin 2026 à 07h46 Temps de lecture: 2 min

C’est un peu la douche froide du matin. Et malgré les chaleurs extrêmes qui sévissent encore ce matin, elle n’est pas la bienvenue. On pouvait ces dernières heures, en fonction de prévisions diffusées par les différents modèles météo, espérer que l’ensemble de la Normandie quitte dans les prochaines heures la vigilance rouge pour canicule sous laquelle elle est placée depuis le début de la semaine, il n’en sera rien. Elle sera, on le sait depuis hier, maintenue toute cette

journée de jeudi du 25 juin 2026, hormis dans la Manche où elle sera levée dans la soirée. Mais pire, dans son bulletin de 6 heures, Météo-France maintient le plus haut degré de vigilance jusqu'à vendredi 26 juin 23h59. Il y a donc, désormais fort à parier qu'il en sera de même encore une partie du week-end.

Et pour cause, l'institut météorologique annonce encore 36°C à Rouen au plus fort de la journée après une nouvelle nuit insupportable au cours de laquelle le thermomètre pourrait ne pas descendre en dessous des 25°C (37°C ressentis !). À Évreux, quasiment le même traitement avec pas moins de 24°C à 6 heures du matin puis 35°C au plus chaud de la journée alors que le risque d'orages est à prendre en considération.

Et après, les orages ?

Au Havre, en revanche, ce devrait être bien plus respirable avec « seulement » 26°C annoncés dans l'après-midi après une nuit durant laquelle auront pu éclater quelques orages.

Cette température relativement plus fraîche sur l'estuaire de la Seine annoncerait-elle la fin de la canicule dans ses tendances les plus extrêmes ? C'est, cette fois, fort possible. Météo France ne prévoit plus « que » 32°C à Rouen, 32 à Évreux et 26 au Havre pour la journée de samedi 27 juin 2026. Les 26°C, les Rouennais devraient les apprécier au cours de la journée de dimanche 28 juin, de même que les Ébroïciens alors qu'au Havre on devra se contenter de 22°C sous les éclaircies. Se « contenter » un mot que l'on avait banni de notre vocabulaire depuis le début de cette semaine.

Lire aussi

La canicule booste la fréquentation des cinémas en Normandie

Changement de région : faut-il acheter ou louer en arrivant ?

Policier ripou à Rouen : « J’ai cédé à l’appât du gain… »

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

lecourriercauchois.fr

Barentin. Adapter les horaires pour faire face à la canicule

Camille Gasly

~2 minutes

33, 35 ou encore 38 degrés. Avec une telle chaleur, le travail des salariés de la communauté de communes Caux-Austreberthe, comme pour d'autres, est directement impacté. Aussi, exceptionnellement, le président Christophe Bouillon a décidé d'adapter la répartition du travail des agents le temps d'une semaine et de leur distribuer une gourde chacun.

Côté déchetterie, à Villers-Ecalles, des modifications horaires sont appliquées, avec une ouverture de 7 heures à 13 h 30.

Un record de 1 000 nageurs

Du côté de la piscine, aux Bains de l'Austreberthe, les horaires ont été pensés pour qu'une grande majorité des habitants puissent en profiter. "*Depuis lundi 22 juin, la piscine est ouverte jusqu'à 20 heures aux baigneurs*", explique Jérémy Ricard, directeur des lieux. Cette décision a permis à des centaines de personnes de venir profiter d'un endroit où fuir la chaleur. "*Le premier jour, ils étaient 700 baigneurs et le lendemain on a explosé tous les records. On a fait 1 000 entrées*", affirme fièrement le directeur. Pour sécuriser les lieux, les équipes ont été renforcées. "*Nous sommes passés de 3 à 5. Un maître nageur par bassin en moyenne*", développe Jérémy Cathelier, responsable de bassin.

Ouvrir les écoles le matin

En tant que maire de Barentin, cette fois, Christophe Bouillon a également essayé de faire coïncider les horaires de la piscine avec ceux des jeunes. "*On a fait le choix de laisser les écoles ouvertes ainsi que les cantines. Ensuite, les jeunes partent dans les centres d'accueil mis à disposition ou alors ils sont pris en charge par leurs proches*", détaille-t-il. Pour limiter la chaleur, le maire souhaiterait mettre en place des climatiseurs portatifs et faire la tournée des écoles avec.

lecourriercauchois.fr

Montville. Canicule : des mesures exceptionnelles à l'école

Le Courrier Cauchois

~1 minute

En raison de l'épisode de canicule, la commune de Montville, en concertation avec l'Education nationale, a pris des mesures pour l'accueil des enfants dans les établissements scolaires (hors collège) pour jeudi 25 et vendredi 26 juin.

Les cours annulés l'après-midi

Les élèves de maternelle et de primaire seront donc accueillis, entre 7h20 et 8h20, à l'accueil périscolaire (aux conditions habituelles). Ils auront classe de 8h30 à 11h30 (dans les locaux habituels) et pourront ensuite déjeuner jusqu'à 13h (dans les locaux habituels). A partir de 13h, tous les locaux scolaires et périscolaires seront fermés. Aucun accueil ne sera mis en place pour les élèves. *"Nous invitons les familles à s'organiser en fonction de ces conditions exceptionnelles"*, indique la Ville.

tendanceouest.com

Le Havre. Dans le centre reconstruit, les commerces s'adaptent pour faire face à la chaleur

Célia Caradec

3–4 minutes

Avec 39°C annoncés à 16h au Havre, ce jeudi 25 juin risque d'être difficilement supportable pour les habitants de la cité océane. A situation météorologique historique, décisions exceptionnelles : certains commerçants indépendants ont choisi d'aménager leurs horaires, malgré les soldes d'été, qui ont démarré cette semaine.

"Le Perret, ce n'est pas hyper bien isolé"

Ainsi, Chrystelle Costa, qui tient la boutique de bijoux, textiles et accessoires Les Bidules de Luzelle, a choisi de n'ouvrir que de 9h à 13h, depuis mardi 23 et jusqu'à vendredi 26 juin. "*C'est à la fois pour notre santé et pour celle de nos clients, pour les inciter à rester au frais ! Même si ce sont les soldes, ce n'est pas grave, on se rattrapera*", commente la commerçante. Le marché nocturne, prévu ce jeudi dans ce quartier Notre-Dame, emblématique de l'architecture Perret et du centre reconstruit du Havre classé à l'Unesco, a été reporté à jeudi 2 juillet.

Ça chauffe dur sous le béton armé du quartier Perret. - Célia Caradec

"*Le Perret, ce n'est pas hyper bien isolé, ni l'hiver, ni l'été !*" constate Julie Lemetteil, gérante du Salon des P'Tea Chats, rue de Paris. Dans ce café à chats aussi, on a bouleversé les horaires : "*D'habitude on ouvre de 12h à 18h, là on fait 9h30-15h,* poursuit la gérante*, l'après-midi le soleil tape fort sur la vitrine… On préfère mettre les chats à l'abri.*" La commerçante a aussi investi dans deux ventilateurs supplémentaires, d'autant qu'elle ne peut pas laisser sa porte ouverte pour créer un courant d'air… Au risque de voir ses pensionnaires s'échapper !

Vigilance maximale chez les poissonniers

Dans les commerces de bouche aussi, on est contraint de s'adapter. Si elle se refuse habituellement à fermer, Magali James, de la poissonnerie James & Hauguel, est restée portes closes mercredi après-midi. En cette fin de semaine, elle restera ouverte, mais avec une manutention supplémentaire : "*Il faut faire très attention dans l'alimentaire, surtout dans le poisson. L'après-midi, on remet toute la marchandise en chambre froide,* explique la poissonnière, *c'est*

beaucoup plus de travail !"

Avec son centre-ville reconstruit, Le Havre fait partie des zones identifiées par Météo France pour le phénomène d'îlot de chaleur urbain. Il se manifeste par des températures nocturnes plus élevées en milieu urbain que dans les zones rurales voisines. En 2025, une étude avait évalué la hausse à 3,4°C la nuit, au Havre, après une journée ensoleillée d'été. "*Une intensité qui peut être amplifiée en cas de situation caniculaire*" soulignait alors Météo France.

Au Havre, les commerces s'adaptent à la canicule

00:00

01:05

0:00 / 1:05

tendanceouest.com

Rouen. Avec la canicule, la Ville décide finalement de fermer les écoles jeudi et vendredi

Pierre Durand-Gratian

2–3 minutes

37°C à Rouen pour l'après-midi du mercredi 24 juin. 39°C annoncés pour celle du jeudi 25.

La vigilance rouge est toujours en vigueur en Seine-Maritime et dans les quatre autres départements normands, ce qui est une première. Les services publics et les autorités multiplient les recommandations et les précautions pour faire face à ces fortes chaleurs.

34°C en classe

Dernière en date à Rouen, la Ville a décidé de fermer les écoles pour les journées du jeudi 25 et du vendredi 26 juin. Dans certains établissements, les températures ont dépassé largement les 30°C en salle de classe. *"Il faisait 34°C dans ma classe hier après-midi et il y avait huit élèves dans toute l'école"*, a indiqué Jean-Michel Bérégovoy, adjoint au maire écologiste à la ville résiliente, et professeur des écoles sur les Hauts de Rouen.

"Les températures annoncées pour jeudi et vendredi laissent planer un vrai risque de santé publique. Par ailleurs, la fréquentation des écoles a nettement baissé dans la semaine", justifie la Ville dans un communiqué en fin d'après-midi. Ces températures, qui restent très

hautes, accentuent aussi *"un phénomène d'accumulation dans les bâtiments comme dans les organismes".*

La Ville met en place un service d'accueil prioritaire de type garderie pour ces deux jours pour les parents qui ne disposent d'aucune possibilité alternative pour garder leurs enfants.

Marine Caron, élue d'opposition au conseil municipal salue une décision *"devenue nécessaire et urgente au vu des situations vécues ces deux derniers* jours". Elle dénonce en revanche *"un échec d'impréparation et un manque d'anticipation dans la gestion d'une crise météorologique"*, d'autant plus après l'épisode de chaleur du mois de mai. Elle invite à *"un véritable plan d'investissement pour l'isolation et la rénovation énergétique des écoles".*

Depuis vendredi 19 juin, la municipalité a annoncé des mesures, comme la mise en place de l'opération piscine à 1€. Elle recommande aussi de profiter des musées ou des bibliothèques, bâtiments publics gratuits, pour bénéficier d'un peu de fraîcheur.

paris-normandie.fr

En images : visite du chantier des éoliennes au large de Dieppe et du Tréport

Loïc Potier

6–8 minutes

Prévu pour être opérationnel d'ici la fin de l'année 2026, le parc des éoliennes en mer situé au large de Dieppe et du Tréport se termine progressivement. Où en est-on aujourd'hui ? On vous dit tout.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Loïc Potier

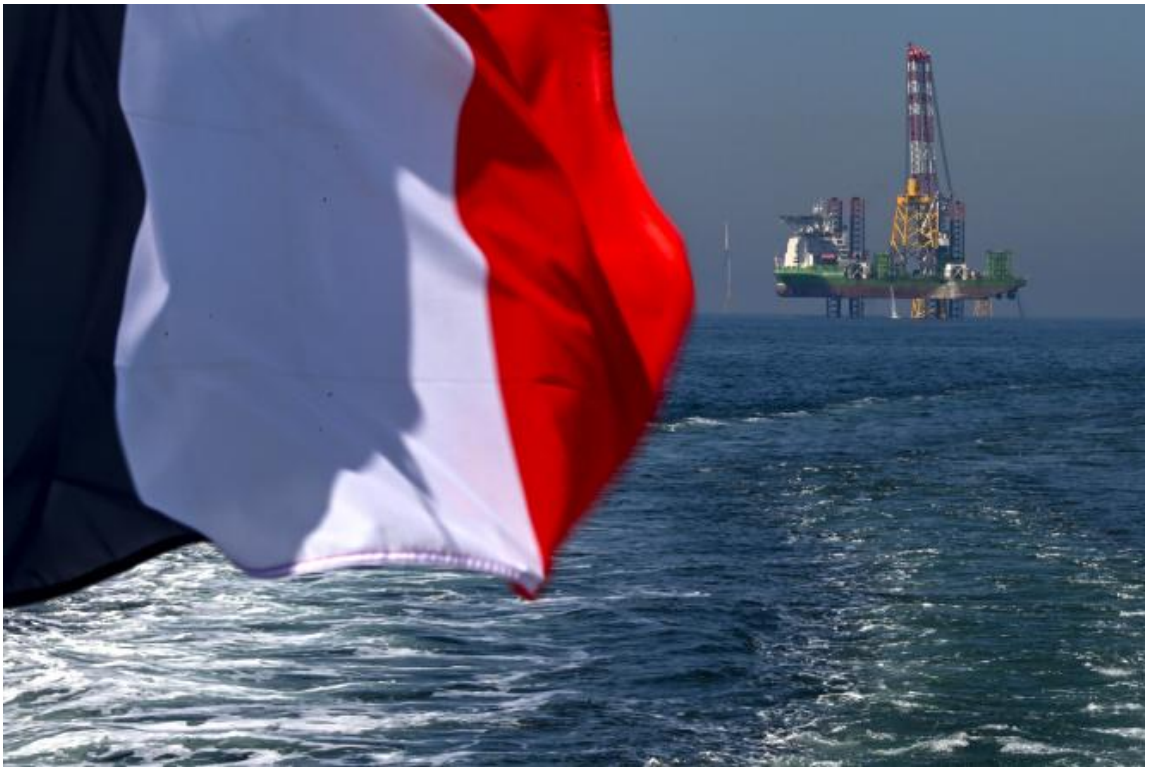
Publié: 24 Juin 2026 à 18h57 Temps de lecture: 2 min

Elles apparaissent progressivement dans la petite brume des mers, dans l'après-midi de ce mercredi 24 juin 2026. Six premières éoliennes du parc qui en comprendra 62 en tout sont actuellement finies et on n'imagine encore mal la hauteur des mâts, même à 0,5 mile (800 mètres) des lieux. La dernière a été posée le matin même dans les fondations qui ont été creusées dans le sous-sol marin. En 2024, ce sont les 248 pieux qui ont été installés avant d'y placer la

fondation d'un poids de 1 200 tonnes de chacun des engins. Celles-ci ont été fabriquées à Fene, non loin de La Corogne en Espagne avant d'être stockées à Cherbourg. À ce jour, 60 sur 62 ont été posées. Les mâts des éoliennes ont été fabriqués à Bilbao (Espagne) avant d'être équipés à Brest et assemblées au Havre. Les nacelles sont fabriquées au Havre.

Le bateau Innovation est autoélévateur et permet aux techniciens de placer les mâts des éoliennes - Photo Boris Maslard/Paris Normandie

Des catamarans circulent entre les éoliennes afin de transporter du personnel. - Photo Boris Maslard/Paris Normandie



La première chose qui apparaît dans la brume de mer est le bateau Innovation. - Photo Boris Maslard/Paris Normandie

Les différentes fondations sont alignées avec un espace de 1,1 à 1,3

kilomètre entre elles. - Photo Boris Maslard/Paris Normandie

De loin, les éoliennes ne semblent pas si gigantesques que cela. - Photo Boris Maslard/Paris Normandie

Le bateau Innovation est aussi la base de vie d'une grande partie du personnel travaillant sur le chantier. - Photo Boris Maslard/Paris Normandie

Une bouée signale le début de la zone réglementée des travaux du parc éolien. - Photo Boris Maslard/Paris Normandie

L'innovation au travers d'un hublot. - Photo Boris Maslard/Paris Normandie

Un bateau posé sur le sol marin

Un gros bateau équipé d'un autoélévateur installe les mâts. *« Il*

s'appelle Innovation. Il est conçu pour ne pas être perturbé par les courants, la houle en cas de gros temps., » explique Julien Coulon, représentant local des Éoliennes en mer. *« Il est posé sur quatre pieds posés sur le sol marin. »* Toutes es installations se font simultanément. Un peu plus loin, la station sous-électrique est placée au milieu du parc. *« Les câbles, soit environ 80 kilomètres relient les différentes éoliennes. À ce jour 26 câbles interéoliennes sur 62 ont été installés. De là, deux gros câbles de 225 000 volts rejoignent la terre au niveau de la centrale nucléaire de Penly. Puis le courant est entraîné vers les lignes à haute tension et l énergie produite pourrait alimenter environ 850 000 personnes ».*

300 personnes sur le chantier

Durant cette période de construction, 300 personnes sont actuellement sur le site en mer. « Ce sont des personnes qui travaillent pendant deux semaines en mer avant d'avoir deux semaines de repos. Les transferts de personnel se font par hélicoptère », poursuit Julien Coulon. À terme, il restera environ 70 personnes qui travailleront essentiellement sur la base de maintenance qui est située sur l'avant-port de Dieppe.

Pêche et écologie

Les pêcheurs défavorables au projet ont le droit de passer dans la zone, le temps de la construction, sans pouvoir pêcher. Deux navires sont postés pour surveiller d'éventuelles infractions. Une fois la mise en service, les bateaux de pêche pourront reprendre leurs activités. N'a pas été oublié l'aspect écologique de ce grand chantier. Si tout ce qui concerne l'étude des poissons, des cétacés avec parfois la venue de phoques et des oiseaux et de la flore marine, la plus insolite reste la transhumance des chauves-souris qui vont de la France en Angleterre et inversement.

Lire aussi

[On fait quoi ce week-end dans le pays de Bray ?]

[Festival Les Barons du Son près de Dieppe : Axel Bauer en tête d'affiche]

À Eu, l'Agence des artistes lance une saison culturelle qui se veut plus populaire

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Dieppe (Seine-Maritime) Le Tréport (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

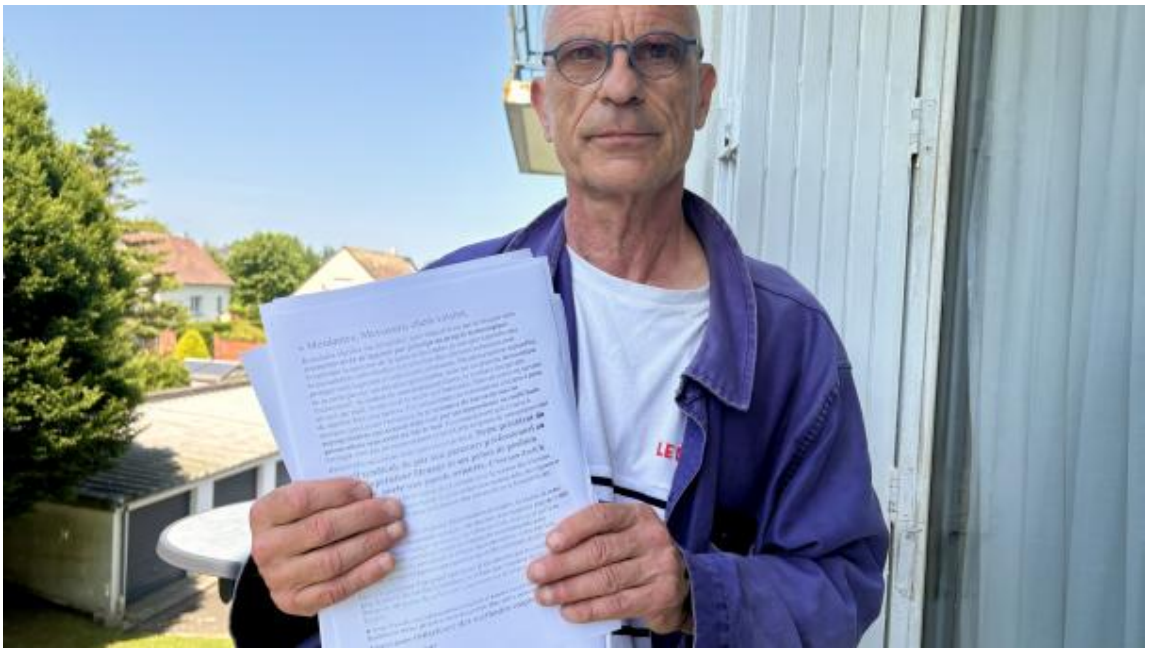
Dieppe

Fraternibus à Bacqueville-en-Caux : un espace mobile pour rompre l'isolement

[Quel est cet échange franco – norvégien qui aura lieu dimanche à Dieppe ?]

[En images : visite du chantier des éoliennes au large de Dieppe et du Tréport]

[« Un groupe criminel » : à Dieppe, un mandat d'arrêt délivré contre les voleurs de 76 téléphones]



[À Dieppe, un projet d'antennes 5G sur le toit d'une résidence rejeté par des copropriétaires]

Près de Dieppe, un pont fermé pour travaux fermé trois semaines en juillet

Voir plus d'articles

Juste pour vous

ouest-france.fr

« Neuf fois sur dix, les feux sont d’origine humaine » : les forêts de Normandie en risque sévère d’incendie

Océane Blanchard

7–9 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Les indices de Météo France indiquent un risque élevé d’incendies pour les forêts normandes, en pleine canicule. L’Office national des forêts (ONF) met en place des patrouilles de surveillance, et appelle à la vigilance.

Une des allées de la forêt de Grimbosq, au sud de Caen (Calvados). | OUEST-FRANCE

Modifié le 25/06/2026 à 07h20 Publié le 24/06/2026 à 16h36

C’est une nouvelle alerte déclenchée par les températures extrêmes

que la Normandie connaît, en cette fin caniculaire du mois de juin 2026. Le risque incendie est devenu « sévère » pour les forêts normandes, selon un communiqué de l'Office national des forêts.

«Des patrouilles de surveillance et d'intervention de l'ONF ont été déclenchées par les préfectures des départements de l'Orne, de la Seine-Maritime et de l'Eure» détaille l'organisme de protection.

Lire aussi : Canicule après canicule, notre corps peut-il s'adapter aux fortes chaleurs ?

Et, pour prévenir au mieux les risques incendies, l'ONF fait passer des consignes à la population, car les feux sont très rarement naturels. «Neuf fois sur dix, les feux de forêts sont d'origine humaine» peut-on lire.

Quels gestes adopter ?

Les consignes sont multiples. Tout d'abord, il est interdit de fumer en forêt, «dans le contexte actuel». La moindre braise ou mégot mal éteint pourraient occasionner un départ de feu sur la végétation très sèche.

Et même à proximité des bois, la vigilance s'applique. On ne jette pas ses mégots par la fenêtre d'une voiture : au-delà de la pollution, les bouts incandescents qui s'envolent peuvent être à risque.

Pareil pour les barbecues : ils sont interdits en forêt ou dans tout espace naturel, et il est recommandé de les faire loin de toute végétation ou broussaille chez soi.

Concernant les réflexes à avoir chez soi : pour le bricolage avec des outils, la recommandation est «de travailler loin des espaces sensibles et de les protéger des étincelles». Le bon réflexe, c'est aussi d'avoir un extincteur à portée de main. L'ONF conseille également de stocker votre bois et bouteilles de gaz dans un abri séparé.

Que faire en cas de départ de feu de forêt ou de végétation ?

En premier lieu, il est important de rester éloigné du feu. Prévenir ensuite les pompiers en composant le 18 ou le 112 ; localiser la zone en précisant le lieu ou numéro de parcelle (nom d'allée, coordonnées GPS) ; ne pas obstruer les voies d'accès à la forêt.

«Durant l'été ou les périodes à risque, comme actuellement, les préfectures peuvent décider de fermer l'accès à la forêt par mesure de sécurité» rappelle l'ONF. Même si la forêt n'est pas fermée, certaines restrictions peuvent être prises, à consulter sur le site de l'ONF.

tendanceouest.com

Mobilité. La pollution de l'air persiste : vitesse réduite sur les routes et transports gratuits au Havre et à Rouen

Célia Caradec

~2 minutes

Les transports en commun (bus, tramway, métro…) seront gratuits, jeudi 25 juin, sur le réseau Astuce de la métropole de Rouen et sur le réseau LiA dans la communauté urbaine du Havre. C'est une conséquence du prolongement de l'épisode de pollution de l'air à l'ozone, en Seine-Maritime. La préfecture a en effet déclenché une procédure d'alerte sur persistance, pour la journée de jeudi.

Il va falloir lever le pied

Sur les grandes routes, la vitesse maximale autorisée est donc abaissée jusqu'à 20km/h : il convient de rouler à 110 au lieu de 130 sur l'autoroute, 90 au lieu de 110 sur les routes nationales (voies rapides) et 70 au lieu de 80 sur les départementales. *"Des contrôles de vitesse peuvent être réalisés sur les axes concernés",* précise la préfecture de Seine-Maritime.

Selon Atmo Normandie, la qualité de l'air sera mauvaise sur toute la Normandie, jeudi 25 juin. *"Le maintien de conditions anticycloniques, associé à un temps ensoleillé et à des températures très élevées, favorisera la formation d'ozone",* indique l'observatoire de la qualité de

l'air, qui vient de lancer une application mobile pour informer les citoyens en temps réel.

Malgré cette pollution et la canicule qui touche la Normandie, il convient de *"maintenir les pratiques habituelles de ventilation et d'aération",* précise la préfecture de Seine-Maritime.

paris-normandie.fr

« Ce serait bien que la Seine soit ouverte » : à Rouen, ados et collectifs rêvent de baignades encadrées

Robin Rioult

9–11 minutes

De l’Armada 2027 au collectif Seine Vivante 76, ils sont de plus en plus nombreux à imaginer une Seine ouverte à la baignade. Qu’en pensent les spécialistes ? Sans attendre les réponses, des ados rouennais se jettent déjà à l’eau.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Robin Rioult

Publié: 25 Juin 2026 à 07h28 Temps de lecture: 1 min

Il y avait du monde sur les quais de Rouen, mercredi 24 juin 2026, vers 15h. Alors que la canicule plombait la rive droite comme la rive gauche, une trentaine d'adolescents se rafraîchissait en piquant des têtes dans la Seine depuis les pontons Pré-aux-Loups et Île-Lacroix.

Plongeon, salto, brasse et nage rapide… Il y avait de quoi s'amuser !

Sur les pontons de la Seine, en pleine canicule, des groupes de jeunes rouennais n'hésitent pas à piquer une tête. - PND

Reste que l'acte est interdit, sous peine de 75 euros d'amende, mais ça n'a pas l'air d'embêter les jeunes. *« On était déjà là hier,* confirme Timothé, 17 ans. *On vient en groupe pour se baigner, c'est plus sympa et plus sûr. On nage dans la Seine pour se refroidir, pour passer un bon moment entre copains. »*

Les ados jettent régulièrement un œil sur la route, histoire de revenir sur la berge si la police municipale apparait. *« Ce serait bien que la Seine soit ouverte, que ce soit encadré et qu'il y ait des horaires,* glisse Timothé. *Ils ont ouvert le bassin Camille Claudel, mais ce n'est pas suffisant. Il est trop petit, et on a peur de s'y faire voler nos affaires. »*

Les jeunes se baignent ? « C'était inévitable »

Un peu plus en hauteur, Isabelle Raymond et Philippe Vue gardent un œil sur l'attroupement.

« Ils s'amusent, mais on ne sait jamais, lance Isabelle Raymond. *On connaît leurs horaires. De toute façon, c'était inévitable que des jeunes viennent piquer une tête. »* Ces deux militants font partie du

collectif Seine Vivante 76, qui milite depuis trois ans pour créer des zones de baignades sur la Seine.

Isabelle Raymond et Philippe Vue du collectif Seine Vivante 76. - PND

« De la même manière que la Métropole met en place un plan vélo, on aimerait un plan baignade, résume Philippe Vue. *De toute façon il y a urgence. Les canicules sont là pour rester, et l'usage est déjà en train de se répandre en France comme en Europe. »*

Et la demande est grandissante. *« Le réchauffement climatique ne va pas aller en s'arrangeant ! On fait cadeau d'un monde qui gagne 10 degrés à nos jeunes, on peut bien leur laisser ça. »*

Le militant n'est pas le seul à vouloir piquer une tête dans la Seine. Faire nager 800 personnes dans le fleuve, un peu comme Paris pendant les Jeux olympiques, c'est aussi l'objectif de l'Armada 2027. « *On veut s'appuyer sur le club des Vikings pour y arriver, mais tout dépendra surtout des tests de la qualité de l'eau »*, prévient l'organisation.

Quid de la qualité de l'eau ?

Cédric Fisson, chargé de mission auprès du GIP Seine-Aval, rappelle qu'historiquement, on se baigne dans la Seine depuis au moins le

Moyen-Âge à Rouen. Sur un plan historique, c'est bien la baignade interdite qui est exceptionnelle.

Cédric Fisson, chargé de mission et spécialiste de la Seine. - Photo d'archives 2025

« C'est un usage qui s'est perdu après la Seconde Guerre mondiale à cause de la chute de la qualité de l'eau, un aménagement des berges qui rendaient la Seine moins facile d'accès et le développement de point de baignades alternatifs, comme les plages et les bases de loisirs. »

Au vu du retour progressif de cet usage, l'institution va lancer une étude pour faire le point sur la situation sanitaire de l'eau. Cette dernière sera particulièrement attentive aux contaminations fécales.

> Derrière ce sujet de la baignade, on pose aussi la question du rapport entre la population et la Seine.

Cédric Fisson, Chargé de mission au GIP Seine-Aval

Si les données actuelles ne sont pas imprécises, *« selon les périodes, ce n'est pas si mal, on se rapproche d'une qualité de l'eau qui permettrait un retour de la baignade,* se réjouit Cédric Fisson. *Nous sommes actuellement dans un entre-deux qui permet de se poser la question. »*

Un fleuve ne sera jamais une piscine

Mais, si la chose se concrétise, les autorités devront faire un choix : zones surveillées ou *« à vos risques et périls ? »* Sans oublier la surveillance sanitaire de l'ARS.

Pour Cédric Fisson, se baigner dans un fleuve demande une approche similaire au risque avalanche. Après une forte averse, et donc un débordement des égouts, pas question d'y mettre les pieds.

Sur les pontons de la Seine, en pleine canicule, des groupes de jeunes rouennais n'hésitent pas à piquer une tête. - PND

« C'est tout une connaissance et une culture du fleuve qui est à reconstruire. Derrière ce sujet de la baignade, on pose aussi la question du rapport entre la population et la Seine. » Reste qu'aujourd'hui, en plus de l'illégalité de la baignade en ville, une partie de la Seine métropolitaine reste extrêmement dangereuse.

Si notre groupe d'adolescents a choisi une portion du fleuve sans circulation navale, ce n'est pas toujours le cas.

Samedi 30 mai 2026, plusieurs personnes avaient sauté dans la Seine, depuis le pont Flaubert pour fêter la victoire du PSG en finale de la ligue des champions. Ce qui les avait plongées immédiatement

dans une zone à fort courant, et au trafic naval soutenu.

Zone portuaire, risque mortel

Canicule oblige, la tendance a été remarquée par Haropa Port, qui regrette de voir la multiplication de ces baignades, *« strictement interdites sous peine de poursuites judiciaires »*. *« Les écluses et les zones de navigation sont des secteurs particulièrement dangereux »,* rappellent les autorités portuaires.

Certaines parties de la Seine sont bien plus dangereuses qu'il n'y paraît. S'y baigner est interdit sous peine de poursuite judiciaire. - ROBIN RIOULT - PND

« En effet, même depuis une faible hauteur, sauter dans ces zones peut provoquer des blessures graves, voire mortelles. » La visibilité est limitée, et fond de la Seine y est jonché de déchets, de pieux métalliques, de blocs de bétons et d'enrochements.

De plus, comme le rappelle le port, *« les mouvements d'eau générés par les manœuvres des navires et les courants peuvent rapidement*

mettre un nageur en difficulté. »

Sur les pontons de la Seine, en pleine canicule, des groupes de jeunes rouennais n'hésitent pas à piquer une tête. - PND

Sans oublier le scénario du pire : *« les risques de collision avec un navire de commerce ou de plaisance constituent de véritables dangers pour tout nageur imprudent. »*

Lire aussi

Viva Cité 2026 à Sotteville-lès-Rouen : transports, vélo, parkings, comment venir sans galérer ?

À Rouen, « Bison » et ses deux « jobeuses » condamnés pour trafic de stupéfiants

« Il est traumatisé » : à Rouen, un enfant mordu par un rat dans la cour de son école

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Rouen (Seine-Maritime) Métropole Rouen Normandie

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

Video

« Ce serait bien que la Seine soit ouverte » : à Rouen, ados et collectifs rêvent de baignades encadrées

Viva Cité 2026 à Sotteville-lès-Rouen : transports, vélo, parkings,

comment venir sans galérer ?

À Rouen, « Bison » et ses deux « jobeuses » condamnés pour trafic de stupéfiants

« Il est traumatisé » : à Rouen, un enfant mordu par un rat dans la cour de son école

[Raccordement du pont Flaubert à la Sud III à Rouen : de nouvelles nuits de fermeture]

[Transports à Rouen. Fin du ticket carton et des tarifs qui changent à la rentrée 2026]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Grève à la Ligue havraise : salaires et conditions de travail au centre des revendications

Romain Huynh

6–8 minutes

Les soignants et travailleurs sociaux de la Ligue havraise, qui accueille des personnes en situation de handicap, débrayeront pendant 24 heures les 25 et 26 juin 2026, et manifesteront à l'occasion de l'assemblée générale de l'association. Les syndicats dénoncent notamment des conditions salariales insuffisantes.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Les salariés grévistes manifesteront devant le siège social de la Ligue havraise, au moment de son assemblée générale, jeudi 25 juin 2026.

- Romain Huynh/Paris Normandie

Par Romain Huynh

Publié: 25 Juin 2026 à 07h30 Temps de lecture: 2 min

C'est un mouvement qui ne part même pas des syndicats, mais des salariés, avance Benoît Floquet, délégué syndical CGT à la Ligue havraise. *Et une grogne qui dure depuis 2024.* » Jeudi 25 juin 2026, en marge de l'assemblée générale de l'association qui accueille des enfants et adultes en situation de handicap, des salariés vont entamer une grève prévue pour 24 heures, jusqu'au 26 juin à 17 h.

Consultez l'actualité en vidéo

Une grève qui vise à porter auprès de la direction, « *et des représentants politiques qui devraient être présents à l'assemblée générale* », des revendications et un mécontentement qui porte autant sur les salaires que sur les conditions de travail. Des salaires faibles, puisque 35 % des professionnels de la Ligue ne dépassent pas le Smic. « *Il y a une baisse des dotations au niveau national,* déplore Benoît Floquet*. Mais on aimerait avoir le soutien de notre direction.* »

> « Si on ne rend pas nos métiers plus attractifs, qui va s'occuper des personnes handicapées, dans dix ans ? »

Michel Cappe, Directeur général de la Ligue havraise

Au centre du débat, la question des salaires

La baisse des dotations, Michel Cappe, directeur général de la Ligue havraise, la déplore tout autant. « *Vous voyez dans quelle situation économique se trouve le pays,* souffle-t-il. *Dans le secteur médico-*

social, on est contraints de faire des économies, ce qui génère beaucoup d'incertitudes pour les professionnels. Qui ont, de plus, des métiers souvent très pénibles. » Pour autant, le dirigeant fait avant tout un constat d'impuissance devant des restrictions imposées par les politiques publiques. « *Je comprends les revendications, mais je ne dispose pas des budgets. Augmenter les salaires à la hauteur de ce que demandent les syndicats, coûterait à la Ligue havraise plus de 5 millions d'euros par an. Même si on arrêtait tous les projets, l'association ne tiendrait pas trois ans.* »

Un argument difficile à entendre pour les responsables syndicaux. « *Il y a environ un mois et demi, la direction a pris la décision d'augmenter les salaires d'une quinzaine de personnes, sur des postes administratifs. Pour un coût global de 70 000 €. C'est après ça qu'ont eu lieu les premiers débrayages.* » Michel Cappe, quant à lui, défend une décision basée sur des « montées en compétences », et la nécessité d'adapter le fonctionnement de l'association. « *Une organisation comme la nôtre, c'est plus raisonnable aujourd'hui de la voir comme une entreprise que comme une association caritative du siècle dernier.* » Or, si vous ne payez pas les gens au prix du marché, ils ne viennent pas, tout simplement. » Et de prendre l'exemple du directeur des systèmes d'information, dont le travail a permis de contrer « *une attaque informatique qui aurait pu être catastrophique »,* mais qui *« pourrait travailler dans n'importe quelle entreprise.* »

Un enjeu d'attractivité pour les métiers du social

Le directeur général et le délégué syndical s'entendent sur un constat : l'appauvrissement du secteur. « *Il y a de l'argent qui va à l'armement, qui va aller à la justice, et heureusement… mais très peu au médico-social,* regrette Michel Cappe*. Je défends totalement les attentes des salariés, mais peu de budgets se décident localement, même dans la ville d'un candidat à la présidentielle. Le problème qui*

va se poser est le suivant : si on ne rend pas nos métiers plus attractifs, qui va s'occuper des personnes handicapées, dans dix ans ? » A l'ordre du jour de l'assemblée générale du 25 juin, la transformation de l'association en fondation. Dont Michel Cappe espère qu'elle permettra de meilleures conditions salariales pour tous.

Lire aussi

Au Havre, la canicule fait-elle bon ménage avec le début des soldes d'été ?

Baignade dangereuse, le HAC Association sanctionné, travaux à Tancarville… Le point actu mercredi 24 juin

En « détresse », une mère menace d'« étouffer avec un coussin » son bébé d'un an à Fécamp

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Le Havre (Seine-Maritime)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Le Havre

Grève à la Ligue havraise : salaires et conditions de travail au centre des revendications

« Ma compagne est devenue violette » : au Havre, comment les salariés affrontent la canicule

Au Havre, la canicule fait-elle bon ménage avec le début des soldes d'été ?

[Baignade dangereuse, le HAC Association sanctionné, travaux à Tancarville… Le point actu mercredi 24 juin]

[En « détresse », une mère menace d'« étouffer avec un coussin » son bébé d'un an à Fécamp]

Au Havre, le feu d’artifice prévu pour l’anniversaire du Pasino est annulé pour cause de canicule

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

Fraternibus à Bacqueville-en-Caux : un espace mobile pour rompre l’isolement

Sylvie Macquet

5–7 minutes

Le Secours catholique a mis en place un Fraternibus à Bacqueville-en-Caux, permettant aux habitants de bénéficier d’un espace d’échange et d’accompagnement lors de permanences régulières.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Par Sylvie Macquet

Publié: 25 Juin 2026 à 08h41 Temps de lecture: 1 min

Un café, une oreille attentive et parfois un coup de main pour remplir un dossier ou rédiger un courrier. Depuis fin mai, le Fraternibus du Secours catholique fait étape sur le marché de Bacqueville-en-Caux les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois avec une ambition simple : rompre l'isolement et offrir un espace d'écoute et d'échange à celles et ceux qui en ont besoin.

Consultez l'actualité en vidéo

Le projet n'est pas nouveau. Inspirés par une initiative qui fonctionne depuis des années dans l'Eure, les bénévoles du Secours catholique du territoire rêvaient depuis longtemps de disposer d'un véhicule itinérant. Leur souhait s'est concrétisé grâce au soutien de la caisse Malakoff Humanis et de plusieurs partenaires, dont la CAF. Installé à proximité du marché ou dans des lieux de passage, le Fraternibus propose un espace d'accueil convivial où chacun peut venir échanger autour d'un café. *"L'objectif est avant tout de créer du lien"*, explique Bertrand de Thézy, bénévole.

Un démarrage encore discret

Pour ses deux premières permanences à Bacqueville, le Fraternibus a accueilli environ six personnes. Les visiteurs sont majoritairement des personnes âgées, mais quelques jeunes adultes viennent aussi s'asseoir auprès des bénévoles. Certains simplement pour parler,

d’autres pour évoquer leurs difficultés. Les bénévoles peuvent les orienter vers les services compétents lorsque nécessaire. Dans certains cas très particuliers, le Secours catholique peut aussi apporter un soutien financier ponctuel après étude du dossier.

« La fréquentation reste encore modeste »

Afin de répondre au mieux aux besoins rencontrés, l’équipe suit régulièrement des formations. Après une première session consacrée à l’écoute, une nouvelle rencontre est prévue le 17 juin autour des démarches administratives. Mais les responsables souhaitent avancer prudemment. *"Nous voulons répondre aux besoins exprimés sans nous disperser"*, souligne Bérénice de la Moissonnière, autre bénévole. Les idées ne manquent pourtant pas : soutien scolaire, accompagnement à domicile, ateliers, petites sorties conviviales…

"Ces projets ne pourront voir le jour que si de nouveaux renforts viennent s’investir dans l’initiative, estime le coordinateur Jean-Baptiste Julin. *Pour ses premières permanences à Bacqueville, la fréquentation reste encore modeste. Une situation qui ne surprend pas les bénévoles."* La confiance se construit dans la durée", poursuit Bérénice. L’équipe compte donc poursuivre ses rendez-vous réguliers afin de faire connaître progressivement ce nouveau service de proximité, avec l’espoir de voir de nouvelles personnes les rejoindre.

Contact au 06 78 92 34 87 ou 07 86 78 36 76.

Lire aussi

[On fait quoi ce week-end dans le pays de Bray ?]

[Festival Les Barons du Son près de Dieppe : Axel Bauer en tête d'affiche]

[À Eu, l'Agence des artistes lance une saison culturelle qui se veut plus]

populaire

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Dieppe

Fraternibus à Bacqueville-en-Caux : un espace mobile pour rompre l'isolement

[Quel est cet échange franco – norvégien qui aura lieu dimanche à Dieppe ?]

[En images : visite du chantier des éoliennes au large de Dieppe et du Tréport]

[« Un groupe criminel » : à Dieppe, un mandat d'arrêt délivré contre les voleurs de 76 téléphones]

[À Dieppe, un projet d’antennes 5G sur le toit d’une résidence rejeté par des copropriétaires]

[Près de Dieppe, un pont fermé pour travaux fermé trois semaines en juillet]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

lecourriercauchois.fr

Fécamp. Grande journée de collecte pour les animaux abandonnés

Le Courrier Cauchois

~3 minutes

C'est une problématique qui resurgit chaque année à la fin du mois de juin et qui se trouve exacerbée cette année avec la canicule : l'abandon d'animaux. Les associations dédiées, telles que celle de Fécamp, Au Cœur des chats, sont plus que jamais sur le qui-vive. *"On a des gens qui nous contactent et qui ont 1 000 raisons de vouloir se séparer de leur animal, parfois des 'bonnes raisons', comme un enfant qui devient allergique,* expose Clarisse Chevry, bénévole de l'association. *On essaye de travailler sur les consciences en amont ; voir si, avant d'adopter, les gens ont bien réfléchi à tous les enjeux. Un animal, c'est tout mignon, mais c'est surtout tout un tas d'imprévus !"* Des imprévus qui peuvent amener certains propriétaires d'animaux à les abandonner... et l'association tâche d'être à l'affût pour les récupérer, en prendre soin (vaccination, stérilisation, etc.) et leur trouver une nouvelle famille.

Des solutions autres que l'abandon

Lancée en 2012, Au Cœur des chats participe ce week-end à la Grande collecte des animaux abandonnés 2026. Cet événement national est organisé à l'occasion de la Journée mondiale contre l'abandon des animaux de compagnie, avec le slogan "#StopAbandon", en partenariat avec l'organisme Solidarité peuple

animal.

Durant cette journée, samedi 27 juin, les membres de l'association seront présents au magasin Carrefour Market de Goderville, afin de collecter des dons de nourriture et de matériel au profit des chats qui sont accueillis en famille d'accueil. *"En France, un animal est abandonné toutes les deux minutes... et nos ressources sont souvent mises à rude épreuve, surtout en période estivale,* pointe Clarisse Chevry. *L'objectif de cette mobilisation est également de rappeler à toutes et tous que l'abandon n'est pas une solution. La fin du mois de juin est la période la plus critique pour nous, car beaucoup de personnes contactent les refuges et associations de protection animale, dans l'optique de se séparer de leur compagnon avant les vacances d'été..."*

L'association rappelle qu'il existe pourtant des solutions créées pour lutter contre ces abandons. Notamment du côté de la fondation 30 millions d'amis qui a lancé une plateforme dédiée pour trouver un logement de vacances adapté, avec de nombreux conseils pour emmener son animal en vacances cet été (www.nosvacancesentreamis.com). Un partenariat est également développé avec les vétérinaires afin qu'ils affichent et relaient des contacts de nombreuses pensions et "pet-sitters" professionnels (personnes pouvant garder un animal temporairement).

lecourriercauchois.fr

Yvetot. La Moutardière : on connaît à présent le concessionnaire

Le Courrier Cauchois

~3 minutes

Exit le quartier de la Moutardière et bienvenue au quartier d'affaires de la gare. Outre la sémantique, il est aussi question de tourner la page des épisodes qui ont troublé l'ordre de la collectivité l'an passé. Le projet est, à en croire Didier Terrier, président de la communauté de communes Yvetot Normandie, sur de bons rails. Si bien que la collectivité attribue la concession à la Shema, une société d'économie mixte dont l'activité s'étend sur toute la Normandie et dont "*la large expérience*" est "*rassurante*" pour les élus et les agents qui travaillent avec elle depuis 2022.

"*J'ai repris ce projet depuis que je suis président*", précise Didier Terrier. "*C'est un projet complexe, primordial pour notre communauté de communes, pour le quartier et pour la gare. Je pense que c'est l'avenir de notre territoire. Un projet de plus de 26 000 m^2".*

"Nous ne voulons pas de valeurs foncières inatteignables"

Un quartier qui va coûter 400 000 euros par an à la collectivité, pendant 20 ans. "*A titre de comparaison, la médiathèque ou le conservatoire, c'est 800 000 euros par an*", glisse le président. "*C'est donc tout à fait acceptable*", affirme-t-il. Trois grands éléments sont à

retenir. L'aménagement des parties publiques (voirie, réseau) qui entreront dans le domaine public ; le bâti qui redeviendra propriété de la communauté de communes, dont la nef et un ou deux bâtiments supplémentaires de type hôtels d'entreprises ; les terrains à commercialiser, par des privés, qui intégreront le patrimoine de la communauté de communes. "*Ce modèle permet de garder une maîtrise sur le foncier",* précise Didier Terrier. "*Nous allons conserver le foncier sous forme de bail à construction. Nous avons une raréfaction du foncier qui se révèle sur tous les secteurs en France. L'objectif ici est d'éviter la spéculation d'investisseurs pour permettre à nos entreprises locales de se développer. Nous ne voulons pas de valeurs foncières inatteignables*".

Le bail à construction

L'élu le reconnaît, c'est un modèle "*qui peut faire peur*". Mais c'est un procédé qui existe depuis longtemps dans les secteurs de montagne notamment. "*Je suis très confiant, d'autant que le choix du site n'est pas anodin. La gare d'Yvetot est une des portes d'entrée principales du territoire. Il faut prendre le train en marche"*.

Les premiers coups de pioche de ce projet d'envergure ne sont pas attendus avant fin 2027, début 2028.

ouest-france.fr

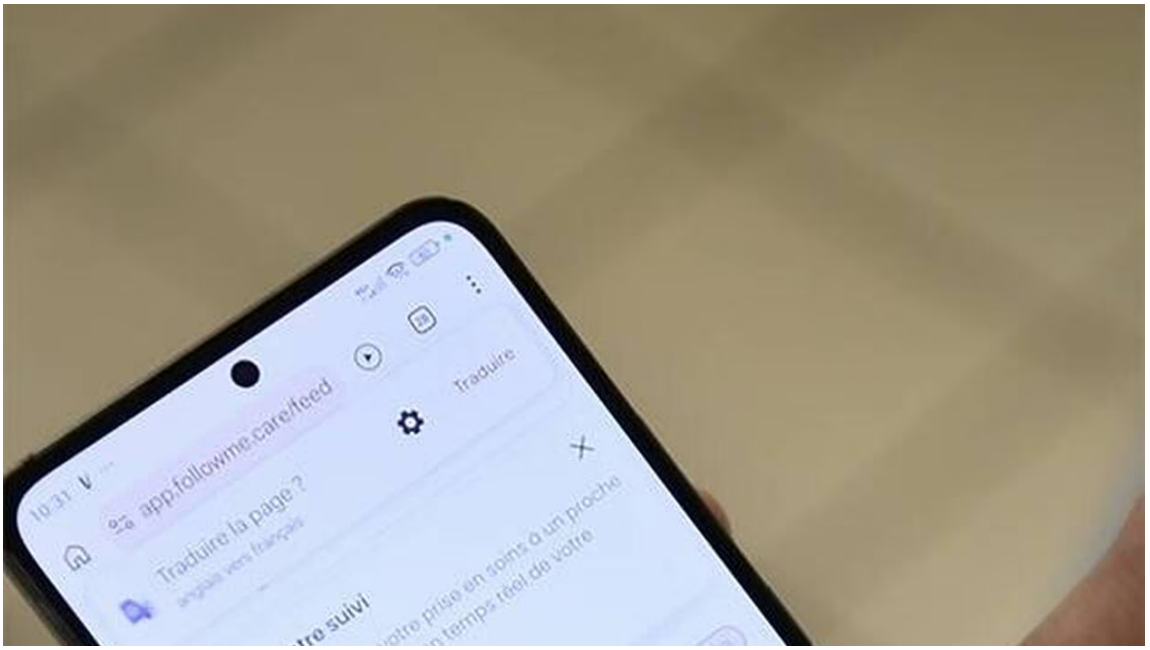
Une application pour connaître son temps d’attente et son parcours de soins en temps réel dans ce CHU de Normandie

Marc Braun

7–8 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Le CHU de Rouen vient de mettre en place l’application FollowMe au sein de son service des urgences. Il permet aux patients et à leurs proches de suivre en temps réel chaque étape de la prise en charge.



L’application FollowMe proposée aux urgences du CHU de Rouen a été développée par une entreprise située près de Caen, MyCareProcess | CHU ROUEN

Modifié le 25/06/2026 à 07h23 Publié le 25/06/2026 à 07h14
L'image des urgences commence toujours par une attente qui peut être longue, pour le patient comme pour les accompagnants. Chacun se tourne naturellement vers les soignants qui souvent manquent de temps.

Aujourd'hui, avec l'application d'informations FollowMe disponible sur un smartphone, le CHU de Rouen, en Seine-Maritime, veut apporter toutes les réponses utiles, en temps réel.

Lire aussi : Santé. Au CHU de Rouen, un nouvel outil pour la prise en charge des addictions

Un SMS, une interface, un suivi…

Comment ça fonctionne ? Dès son admission aux urgences de l'Hôpital Charles-Nicolle, le patient reçoit un SMS lui donnant accès à une interface sécurisée, sans téléchargement. Après vérification de son identité, il peut suivre en temps réel les différentes étapes de sa prise en charge, accéder à des contenus pédagogiques sur le fonctionnement des urgences, partager ce suivi avec ses proches via un lien sécurisé.

«Parce qu'un patient bien informé est un patient plus serein, l'application FollowMe contribue à réduire le stress des patients et des accompagnants par des informations précises tout au long de la prise en charge aux urgences, argumente Thomas Dumontier, médecin urgentiste. Le but n'est pas de remplacer les professionnels de santé mais d'être un support de communication.»

Lire aussi : « La population normande a besoin de plus de lits de soins critiques » : un projet à 66 millions d'euros au CHU de Rouen

Une solution développée près de Caen

Le dispositif ne contient aucun résultat d'analyse ni diagnostic,

préservant la relation soignant-patient et la confidentialité des données. Déployée dans plusieurs établissements de santé, l'application affiche des résultats probants : en moyenne, plus de 55 % des patients admis aux urgences se connectent et 92 % des utilisateurs attribuent la note maximale à l'application. Au CHU de Rouen, 100 000 nouveaux patients par an et leurs proches peuvent bénéficier désormais de ce suivi.

«Voir FollowMe déployé au CHU de Rouen est une vraie fierté», exprime Firas Abou Kassem, cofondateur de l'application, médecin urgentiste. L'outil est une fierté normande d'ailleurs, étant le fruit de deux médecins urgentistes exerçants dans des hôpitaux normands, conçu et développé par la société MyCareProcess basée à Colombelles, près de Caen dans le Calvados.

Le CHU de Rouen est le premier établissement en Normandie à s'en être doté.

paris-normandie.fr

Près de Rouen, qui est le nouveau chef des sapeurs-pompiers de Canteleu ?

Sylvain Auffret

1–2 minutes

Après près de 10 années à la tête du centre d'incendie et de secours (Cis) de Canteleu, entrecoupées par un passage à la tête d'un CIS de Sotteville-lès-Rouen, le capitaine Jonathan Mercier a passé le commandement, lundi 24 juin 2026, à son successeur le capitaine Robinson Pichancourt.

Âgé de 27 ans, passé par les jeunes sapeurs-pompiers, puis le volontariat avant de devenir professionnel, ce dernier arrive de la Manche où il a passé quatre ans et demi à diriger une caserne.

Consultez l'actualité en vidéo

3 250 interventions en 2025

Le capitaine Mercier, nommé officier à Canteleu en 2013 puis commandant en 2020, a pris la tête de la caserne de Rouen-sud. En 2025, le Cis de Canteleu, qui compte 41 sapeurs-pompiers professionnels, une trentaine de volontaires et un personnel administratif, a effectué 3 250 interventions.

Outre Canteleu, le Cis couvre aussi Montigny, Val-de-la-Haye, Hautot-sur-Seine et une partie de Maromme.

paris-normandie.fr

Policier ripou à Rouen : « J’ai cédé à l’appât du gain… »

Guillaume Lejeune

6–8 minutes

Justice. Le gardien de la paix rouennais qui a vendu des renseignements et permis de remettre en circulation des véhicules témoigne de sa descente aux enfers auprès de Paris Normandie ce mercredi 24 juin 2026.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Le gardien de la paix qui exerçait à l'accueil du commissariat central de Rouen au service des plaintes nous explique qu'il s'est laissé

dépasser par trop de dettes. - Photo d'illustration : Stock.adobe.

Par Guillaume Lejeune

Publié: 24 Juin 2026 à 13h11 Temps de lecture: 1 min

Les traits extrêmement tirés, et ce n'est sûrement pas les conséquences d'une mauvaise nuit caniculaire, Benoît (prénom d'emprunt) attend ce mercredi 24 juin 2026 de savoir s'il sera prochainement incarcéré.

Consultez l'actualité en vidéo

Ce policier, en poste à l'accueil du commissariat central de Rouen, au service des plaintes, est mis en examen pour corruption passive, à l'acceptation d'avantages par une personne dépositaire de l'autorité publique et à l'atteinte à un système de traitement des données.

Le domicile de ce fonctionnaire, qui a intégré les forces de l'ordre il y a vingt-sept ans *« par conviction pour service mon pays et la population »*, précise-t-il, a fait l'objet d'une perquisition par l'Inspection générale de la Police Nationale mi-mars 2026. Puis plus rien. Même pas une garde à vue.

« J'étais très endetté »

Ce n'est que le 12 juin 2026 que Benoît est interpellé sur les lieux de son travail, au commissariat rue Brisout-de-Barneville, à Rouen. Au moment de prendre son poste. Le même jour que sa complice qui revendait à d'autres ses informations. Elle a été arrêtée à des centaines de kilomètres de Rouen où elle a été présentée à un magistrat et mise en examen.

Le fonctionnaire ne nie rien de la consultation d'environ 2 500 fichiers

de police, dont la très grande majorité n'entrait pas dans ses prérogatives directes. Comme ce père de famille divorcé ne conteste pas avoir sorti de fourrières *« une dizaine de véhicules. »* Et donné l'ordre de levée l'immobilisation de quelque 700 autres sur tout le territoire national. *« J'étais très endetté. J'ai cédé à l'appât du gain »*, confie-t-il à Paris Normandie.

Sa complice désignée comme commanditaire, une femme d'une vingtaine d'années domiciliée dans la région lyonnaise a, elle, immédiatement été placée en détention provisoire mi-juin 2026. Contrairement au flic ripou de 47 ans, laissé libre sous contrôle judiciaire.

« Au début, j'étais réticent »

Le parquet a contesté cette décision du juge des libertés et de la détention. Le ministère public veut qu'il soit incarcéré. Raison pour laquelle ce mercredi, la chambre de l'instruction statuait sur le sort de Benoît. Son arrêt sera connu plus tard.

« Au début, j'étais réticent. Mais j'ai fini par lâcher prise après des mois, voire des années de privations, souffle Benoît. *J'ai cédé à l'appât du gain après avoir été escroqué sur une plate-forme d'investissement financier. Et il y a eu le divorce. »*

J'ai vraiment très honte de moi »

Benoît,, policier mis en examen.

La voix du policier normand tremble quelque peu. *« Je pensais qu'en agissant comme je l'ai fait, ça allait arranger ma situation financière. Ça a d'ailleurs été le cas… Mais j'ai été rattrapé. Je connaissais parfaitement les risques. La consultation des fichiers est tracée, nous entrons nos identifiants pour y accéder. Je m'étais fixé une somme pour me remettre à flot* [quelque 30 000 euros, NDLR]. *Il me restait une semaine… »*

« Je ne vais pas nier l'évidence »

C'est à ce moment précis que la police des polices le serre. *« J'ai été dénoncé anonymement »*, confirme Benoît. L'enquête a été rapide.

Son business avait débuté en 2024, il aura duré un an environ. *« Je ne vais pas nier l'évidence »*, souligne le gardien de la paix. Benoît n'est pas encore rayé des cadres, mais il ne se fait aucune illusion.

« J'ai vraiment très honte de moi, affirme-t-il. *Je pensais uniquement faciliter des ventes de véhicules pour savoir s'ils étaient clean. Mais jamais je n'ai imaginé que l'un d'eux servirait à un enlèvement ou à une séquestration. »*

Lire aussi

Viva Cité 2026 à Sotteville-lès-Rouen : transports, vélo, parkings, comment venir sans galérer ?

À Rouen, « Bison » et ses deux « jobeuses » condamnés pour trafic de stupéfiants

« Il est traumatisé » : à Rouen, un enfant mordu par un rat dans la cour de son école

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Justice Rouen (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

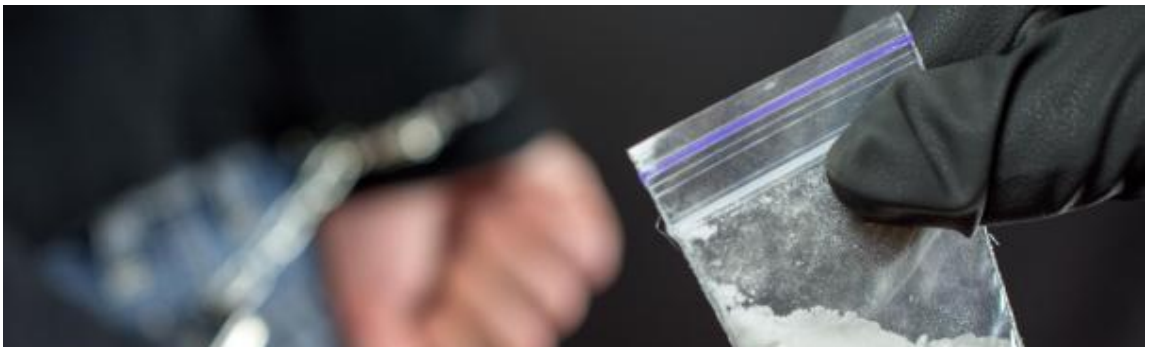
Ça se passe aussi à

Rouen

Video

« Ce serait bien que la Seine soit ouverte » : à Rouen, ados et collectifs rêvent de baignades encadrées

Viva Cité 2026 à Sotteville-lès-Rouen : transports, vélo, parkings, comment venir sans galérer ?



[À Rouen, « Bison » et ses deux « jobeuses » condamnés pour trafic de stupéfiants]

[« Il est traumatisé » : à Rouen, un enfant mordu par un rat dans la cour de son école]

[Raccordement du pont Flaubert à la Sud III à Rouen : de nouvelles nuits de fermeture]

[Transports à Rouen. Fin du ticket carton et des tarifs qui changent à la rentrée 2026]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

lecourriercauchois.fr

Veules-les-Roses. Un départ de migrants suspecté en début de semaine

Nicolas Durand

~2 minutes

Un départ de migrants a été suspecté en début de semaine, lundi 22 juin, à Veules-les-Roses. D'après nos informations, une embarcation serait partie en toute discrétion depuis l'estacade, située à la limite de la plage de la station balnéaire, où quelques effets personnels ont été retrouvés. Le bateau, transportant plusieurs migrants, aurait été aperçu à hauteur du phare d'Ailly. En difficulté au niveau de Dieppe, ils auraient été récupérés par les autorités et ramenés au port.

Des filières bien organisées

"*Malheureusement, ce sont des filières bien organisées, cela se fait très, très vite*", souligne Yves Tasse, maire de la commune, interrogé au sujet de ces passages de plus en plus fréquents. "*Il y a un certain nombre de passages, mais il y a tout un travail de la gendarmerie. C'est l'opération Salamandre qui effectue des contrôles et ils ne peuvent pas être partout.*"

Préoccupation pour la sécurité des migrants

L'élu ne se dit "*pas inquiet au sens strict*" : il n'y a pas d'installation, ni d'errance dans la commune. Mais il reste soucieux "*de la prise de*

risque que prennent ces hommes, ces femmes et ces enfants en mer".

lepoulpe.info

« C’est de la folie » : sur la côte normande, le retour d'une route migratoire vers l'Angleterre

Le Poulpe

8–10 minutes

En 2016, dans le sillage du démantèlement de la « jungle » de Calais, la Normandie voyait émerger une multitude de campements de migrants, nouvelle étape sur la route de l’eldorado britannique. Près de dix ans plus tard, la situation a changé. À l’écart des ports désormais barricadés, les départs à bord d’embarcations de fortune se sont multipliés, notamment sur les côtes de Seine-Maritime. Ces traversées échappent largement aux regards des associations et des autorités, donnant naissance à une économie clandestine du passage.

Le soleil se reflète dans les vagues qui s’écrasent sur la plage de Dieppe, en cette fin de vacances de Noël. À quelques kilomètres de là se cache l’un des points de départ de la route migratoire vers l’Angleterre.

Depuis deux ans, les départs de migrants depuis la Normandie se sont multipliés autour de Dieppe et du Tréport. Entre janvier et septembre 2025, plus de 600 personnes auraient tenté de rejoindre la Grande-Bretagne depuis le littoral de Seine-Maritime, selon la sous-préfecture de Dieppe. Un chiffre imprécis, difficile à évaluer en raison de la clandestinité de ces passages. Dans la Manche, 114 intrusions

de migrants dans le port de Cherbourg ont été recensées par la préfecture.

Ces données, bien que modestes comparées à celles du littoral du Nord et du Pas-de-Calais, témoignent d'une renaissance de la route migratoire normande vers l'Angleterre.

Cette résurgence a un air de déjà-vu. En 2016, la Normandie avait vu naître une multitude de camps de migrants, notamment à Ouistreham (Calvados), dans le sillage du démantèlement de la « jungle » de Calais. La création de centres d'accueil et d'orientation un peu partout dans l'hexagone avait contribué à l'éparpillement des migrants. Certains, repliés dans les ports normands, avaient alors tenté la traversée de la Manche, notamment en s'introduisant dans des camions ou des ferries.

Mais dix ans plus tard, la physionomie de la crise migratoire a diamétralement changé. Nouvelles nationalités, nouvelles crises, renforcement des contrôles à la frontière, demandes d'asile et tentatives d'installation en France : si la "jungle" de Calais n'existe plus, le durcissement des dispositifs de sécurité a contribué à disperser les flux migratoires, encore majoritairement concentrés dans le nord de la France. Il a également favorisé l'émergence de nouvelles formes de traversée, échappant largement aux regards des associations et des autorités. Un phénomène qui a fait de la Normandie — et du littoral de Seine-Maritime — une zone privilégiée, malgré des dangers accrus.

« Les politiques répressives sont inefficaces »

Ces dernières années, les politiques répressives et les mesures de contrôle se sont multipliées à la frontière franco-britannique, externalisée en France depuis les accords du Touquet du 4 février

2003.

Déploiement de technologies de surveillance avancées, coopération policière, judiciaire et financière franco-britannique, législation stricte sur l'immigration illégale au Royaume-Uni… En 2025, plus de 1 200 membres des forces de l'ordre étaient déployés sur le littoral de la mer du Nord et de la Manche, avec un taux d'interception de 58 % des tentatives de traversée en 2024, selon des données révélées par le ministère de l'Intérieur.

Par ailleurs, un accord controversé de renvoi en France de migrants arrivés illégalement en Angleterre — le fameux One in, one out — a été annoncé en juillet 2025. Cette règle stipule qu'une personne arrivée illégalement au Royaume-Uni peut être retenue puis renvoyée vers la France en échange de l'accueil, sous conditions, d'une personne étrangère présente en France et justifiant d'attaches personnelles ou familiales au Royaume-Uni.

Mais loin de juguler les tentatives de traversée, ces mesures ont entraîné une dispersion des départs, alors que la situation reste toujours aussi *« ingérable »* dans le Nord de la France, selon Yolaine Bernard alias Mamie, vice-présidente de l'association Salam, qui soutient et apporte de l'aide aux migrants. En 2025, 41 472 exilés ont rejoint le Royaume-Uni depuis la France en traversant la Manche, selon le ministère de l'Intérieur britannique. Un chiffre record. Dans le même temps, 29 migrants sont morts dans la Manche ou en mer du Nord, selon l'Agence France-Presse.

« Quelle que soit la politique répressive mise en œuvre, il n'y a aucun effet dissuasif sur les départs de migrants », analyse Tania Racho, chercheuse spécialisée dans les questions relatives aux droits fondamentaux. *« Au contraire, cela ne fait que déplacer les points de départ et ouvrir d'autres trajets ».*

En Normandie, *« l'intensification des départs depuis deux ans est liée*

au renforcement de la militarisation de la frontière dans le nord de la France », confirme Bénédicte Vacquerel, déléguée nationale de la Cimade, une association de solidarité aux migrants et réfugiés. *« On a observé une tentative de reprise de l'ancien mode de passage normand, en montant dans les ferries. Mais on voit surtout l'apparition d'un phénomène de taxi-bateaux. »*

Cette nouvelle forme de traversée, désormais majoritaire en Normandie selon la Cimade, consiste pour les réseaux de passeurs à prendre la mer à bord de bateaux pneumatiques depuis les valleuses du littoral dieppois — de petites vallées creusées entre les falaises, où le matériel est acheminé. *« Ils longent la côte normande jusqu'au Pas-de-Calais, en récupérant des passagers »,* souligne Philippe Brouard, président de la SNSM de Dieppe. *« Ils tentent ensuite la traversée depuis la baie de Somme ».*

Un phénomène relativement nouveau, et surtout de plus en plus difficile à observer.

Une des zones maritimes les plus fréquentées au monde

Car loin d'être installés dans des camps normands, comme à Ouistreham, les migrants embarquant en Normandie viennent *« de Rouen, Paris, voire de l'étranger. Dès qu'une tentative est infructueuse, ils disparaissent »*, explique Bénédicte Vacquerel. Selon l'association, les nationalités les plus identifiées sont irakiennes, afghanes et syriennes, mais aussi yéménites et koweïtiennes.

« Entre janvier et septembre 2025, nous sommes venus en aide à six embarcations au large de Dieppe, annonce Philippe Brouard. *Ils partent souvent à trente ou quarante de la plage de Quiberville-sur-Mer (à une vingtaine de kilomètres de Dieppe), sur des embarcations à peine rigides ».*

Une mission-suicide pour Thierry Patinaux, président de l'association d'aide aux migrants Itinérance Dieppe. *« Ces taxi-bateaux, c'est de la folie »*, s'emporte-t-il. *« On ne voit pas les migrants qui tentent de traverser. C'est cela qui est inquiétant : ils sont entièrement à la merci des réseaux de passeurs ».*

De Cherbourg au Tréport, la presse locale et la préfecture maritime font régulièrement état de sauvetages. En mai 2025, celle-ci rappelait que le secteur est *« l'une des zones (maritimes) les plus fréquentées au monde, avec plus de 600 navires de commerce par jour et des conditions météorologiques souvent difficiles ».* Contactée à plusieurs reprises, la préfecture de Seine-Maritime n'a pas répondu à nos questions.

Une nébuleuse de réseaux de passeurs

Le long du littoral normand, de nombreux dispositifs de surveillance ont été mis en place par l'État, notamment dans le cadre de la mission Salamandre. Des militaires réservistes patrouillent chaque nuit les plages du nord de la Seine-Maritime afin de repérer les bateaux tentant la traversée. Une surveillance par drones est également assurée.

Malgré ces dispositifs, les filières restent particulièrement difficiles à infiltrer. *« On a toute une nébuleuse de groupes éclatés, organisés, mais que l'on ne parvient pas réellement à infiltrer »*, précise Bénédicte Vacquerel. En cause : des voyages souvent organisés hors de France, monnayés plusieurs milliers d'euros, avec différents niveaux de sous-traitance.

Des passeurs présumés sont régulièrement présentés en comparution immédiate devant le tribunal correctionnel de Dieppe. Sur les 26 opérations recensées par la Cimade entre janvier 2024 et juin 2025, onze personnes ont été condamnées à des peines allant de

huit mois à trois ans de prison.

Selon la BBC, le Royaume-Uni envisage de durcir encore la répression des passeurs, avec la création d'une nouvelle infraction pénale pour mise en danger de vies humaines en mer.

ici.fr

Les numéros des commissariats de Bolbec et Fécamp usurpés, la police alerte face aux tentatives de "spoofing"

Manon Lombart-Brunel

3–4 minutes

Publié le mercredi 24 juin 2026 à 14:32

En Seine-Maritime, plusieurs personnes ont été victimes cette semaine de tentative de "spoofing". Le principe : les escrocs se font passer pour des policiers et demandent de l'argent ou des informations bancaires à leur victime.

C'est une arnaque bien connue mais qui continue de prendre de l'ampleur. La police de la Seine-Maritime alerte, ce mercredi 24 juin, sur de nouvelles tentatives de "spoofing". Ces derniers jours, les numéros de téléphone des commissariats de Bolbec et Fécamp ont été usurpés par des escrocs se faisant passer pour des policiers une fois en ligne. Au bout du fil, ils demandent à leur victime de l'argent ou des informations bancaires.

Les forces de l'ordre appellent à **la plus grande vigilance** : si vous recevez ce genre d'appel, n'appelez surtout pas le numéro de téléphone communiqué par l'escroc, et ne donnez jamais votre carte bancaire à un coursier.

- Escroquerie – Arnaque

- Police nationale
- Enquêtes – Investigation

  Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces affaires disent de notre société.

  Adresse e-mail (obligatoire)

  Exemple : nom@email.com

  En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

Passer la section

- Plusieurs tentatives d'arnaques, dites de "spoofing", ont été signalées en Seine-Maritime. Les escrocs se présentent comme des gendarmes et envoient un coursier à votre domicile pour récupérer votre carte bancaire. Les gendarmes et la police nationale appellent à la plus grande vigilance.

  Le 23/01/2026 à 11:28

- Un spectacle de Dieudonné M'Bala M'Bala prévu ce 7 novembre dans un lieu tenu secret dans l'agglomération rouennaise est interdit, annoncent les préfets de l'Eure et la Seine-Maritime par voie de communiqué, ce jeudi 6 novembre.

  Le 06/11/2025 à 18:22

- Ce jeudi 23 octobre, une femme de 82 ans a été arnaquée par une femme se faisant passer pour une policière, à Rouen. La police de la Seine-Maritime appelle à la vigilance.

Le 24/10/2025 à 15:22

- "La pression migratoire augmente" : la préfecture de la Seine-Maritime le confirme à ICI Normandie en ce mois d'août. Le nombre de tentatives de traversées de la Manche avortée depuis le début de l'année 2025 dépasse largement les chiffres de l'an passé. Explications.

  Le 20/08/2025 à 06:00

Autour de chez vous

Passer la section

Les numéros des commissariats de Bolbec et Fécamp usurpés, la police alerte face aux tentatives de "spoofing" - ICI

paris-normandie.fr

Au Havre, le feu d’artifice prévu pour l’anniversaire du Pasino est annulé pour cause de canicule

Romain Huynh

~1 minute

Le vingtième anniversaire du Pasino du Havre, jeudi 25 juin 2026, sera (un peu) plus discret que prévu. En raison de la canicule et « conformément à un arrêté préfectoral lié à la vigilance rouge canicule, le feu d’artifice initialement prévu est reporté à une date ultérieure », indique l’établissement dans un communiqué.

Consultez l’actualité en vidéo

Le reste de la programmation est maintenu

Le Pasino invite toutefois chacun à « rester connectés car une nouvelle date sera annoncée prochainement ». La soirée du jeudi 25 juin demeurera festive, cependant, puisque l’établissement maintient les animations, spectacles de danse et groupes de musique prévus pour célébrer ses vingt ans.

lecourriercauchois.fr

Barentin. Jacques-Dubois : la seule PME cauchoise présente

Ghislain Annetta

~3 minutes

Jacques-Dubois conçoit des produits et solutions de blindage électromagnétique. La PME, forte d'une quarantaine de collaborateurs, travaille pour les secteurs de l'aéronautique, du spatial et de la défense. Ses clients sont de gros donneurs d'ordre comme Thales, MBDA, Safran, Dassault, la DGA (direction générale de l'armement), Naval Group, ArianeGroup, etc. Ses solutions protègent des équipements sophistiqués, précis et coûteux contre l'agression des ondes.

"Notre particularité est de travailler sur de petites, voire de très petites séries"

"C'est le principe de la grille de votre micro-ondes que nous utilisons pour des équipements comme le viseur du char Leclerc", souligne Nicolas Voiriot, président de la société barentinoise. Il faut être capable de prouesses technologiques pour équiper des missiles, des antennes radars, des bateaux militaires, des avions chasseurs comme le Rafale. *"Chez Jacques-Dubois, plus le problème est complexe, plus on aime*, remarque le gérant. *Notre particularité est de travailler sur de petites, voire de très petites séries, avec de fortes exigences techniques. C'est challengeant et enrichissant"*.

L'atout maître de la PME, c'est son agilité. *"Nous devons comprendre l'évolution du marché et anticiper les conséquences. Nous devons avoir un coup d'avance sur nos clients."* Le domaine de la recherche et du développement expérimental est stratégique. S'il représente directement 10 à 15% des effectifs, il infuse l'ensemble des services. Le personnel partage ses idées. *"Dans l'entreprise, beaucoup sont bien plus experts que moi sur ces questions"*, admet le dirigeant à la tête d'une PME réalisant 5 millions d'euros de chiffre d'affaires par an.

Proposer et regarder

Dans cette activité, la part de la défense va croissante. C'est à l'image du mondial Eurosatory. *"C'est un salon qui évolue et qui grandit. On le constate à chaque édition"*, confie cet habitué du stand NAE, à Villepinte. *Le sujet de la souveraineté nationale est important. La nature de la menace a changé."* Les produits Jacques-Dubois ne concernent pas que la France. *"Ils s'exportent de manière directe ou indirecte à travers les ventes réalisées par nos clients."* Ces derniers étaient d'ailleurs présents à ce rendez-vous international. *"Ils viennent nous voir. Ils regardent ce que nous avons à leur proposer."* Les contacts ne sont pas uniquement commerciaux. *"Nous aussi, nous venons chercher des choses. Nous sommes curieux et intéressés par les technologies qui sont présentées."* Sur un marché qui évolue très vite, il faut rester à l'affût.

paris-normandie.fr

Le maire de Canteleu placé en garde à vue pour des soupçons de harcèlement

Sylvain Auffret

4–5 minutes

Le maire de Canteleu, Tom Delahaye, a été placé en garde à vue, mercredi 24 juin 2026. Il est soupçonné de harcèlement sur au moins une ex-compagne.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Tom Delahaye, le maire de Canteleu, a été placé en garde à vue le 24 juin 2026 pour des faits de harcèlement. - Archives Paris Normandie

Par Sylvain Auffret

Publié: 24 Juin 2026 à 14h52 Temps de lecture: 2 min

Le maire de Canteleu, Tom Delahaye, a été placé en garde à vue dans le cadre d'une enquête ouverte pour harcèlement et dirigée par le parquet d'Évreux mercredi 24 juin, a indiqué à Paris Normandie une source policière, confirmant une information de France 3 Normandie. Nos confrères évoquent le cas de deux femmes.

Consultez l'actualité en vidéo

Des rumeurs couraient

Selon deux sources proches de la politique locale, des rumeurs couraient sur une ex-relation du maire, sans que ces interlocuteurs n'aient jamais vu ou su de quoi il retournait précisément. *« On entendait des bruits, mais je n'ai jamais rien vu et des rumeurs il y en a toujours »*, explique l'une d'elles.

Contactée, la mairie a indiqué avoir pris connaissance des informations diffusées dans la presse concernant une procédure et des faits allégués relevant de la vie privée du maire et qu'elle ne formulera donc aucun commentaire.

Pour mémoire, en octobre 2021, la précédente maire de Canteleu, Mélanie Boulanger, avait été placée en garde à vue dans une affaire de trafic de stupéfiants. En décembre 2024, elle avait été définitivement relaxée, le parquet ayant renoncé à faire appel de la décision du tribunal de Bobigny.

Lire aussi

[Viva Cité 2026 à Sotteville-lès-Rouen : transports, vélo, parkings, comment venir sans galérer ?]

[À Rouen, « Bison » et ses deux « jobeuses » condamnés pour trafic de stupéfiants]

« Il est traumatisé » : à Rouen, un enfant mordu par un rat dans la cour de son école

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Canteleu (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

Video

« Ce serait bien que la Seine soit ouverte » : à Rouen, ados et collectifs rêvent de baignades encadrées

[Viva Cité 2026 à Sotteville-lès-Rouen : transports, vélo, parkings, comment venir sans galérer ?]

[À Rouen, « Bison » et ses deux « jobeuses » condamnés pour trafic de stupéfiants]

« Il est traumatisé » : à Rouen, un enfant mordu par un rat dans la cour de son école

Raccordement du pont Flaubert à la Sud III à Rouen : de nouvelles nuits de fermeture

Transports à Rouen. Fin du ticket carton et des tarifs qui changent à la rentrée 2026

Voir plus d'articles

Juste pour vous

lecourriercauchois.fr

Doudeville. Agnès Laloi : "Je veux que l'on rende service"

Anaëlle Dessole

2–3 minutes

Présidente de la communauté de communes Plateau de Caux depuis les dernières élections, Agnès Laloi, maire de Saint-Laurent-en-Caux, est bien consciente des défis de demain.

Faire disparaître les clivages

Tri et valorisation des déchets, accueil des enfants, gestion rigoureuse des finances... si la nouvelle présidente ne souhaite pas révolutionner le fonctionnement de la collectivité, elle est néanmoins contrainte à préparer l'avenir. Elle tient également à faire disparaître tout clivage persistant de l'époque révolue où existaient deux communautés de communes, avec Doudeville pour l'une et Yerville pour l'autre en leur centre. "*Nous sommes un petit territoire de 40 communes. Nous allons construire l'avenir ensemble*". Deux projets sont prioritaires : l'aménagement des locaux à côté de France Services pour rassembler tous les personnels et le PLUi (plan local d'urbanisme intercommunal).

"*J'ai reçu tous les agents ou presque,* poursuit-elle. *Séverine Gest, avec qui je partage la délégation des ressources humaines a participé à bon nombre d'entretiens*". Un questionnaire va aussi être envoyé aux communes pour "*leur demander ce qu'elles attendent de nous*". "*Je suis en observation*", note celle qui est également élue à la

Région. Elle réalise un audit des finances. "*J'ai besoin de comprendre pour agir. J'ai besoin de savoir où nous en sommes, pour pouvoir optimiser nos dépenses, augmenter nos recettes*". Et demain alors ? "*Nous ne fermons aucune porte*". Agnès Laloi veut étudier tout ce qui va lui être proposé. "*Regardons tout ce que nous avons, comment mieux dégager des ressources financières*". Elle aimerait pouvoir travailler sur la mobilité. *"Mais je ne vais pas faire de promesses que je ne pourrai pas tenir. Les moyens financiers sont limités*". Elle conclut : *"Ce que je veux, c'est que l'on rende service"*.

paris-normandie.fr

Violences lors d’un match de foot au Havre : le HAC Association et le club de Saint-Lô sanctionnés

Suzelle Gaube

6–8 minutes

La décision de la Ligue de Normandie de football est tombée, mardi 23 juin 2026 au soir, après les violences dont a été victime, au Havre, la gardienne du club de football de Saint-Lô. C’était samedi 13 juin 2026, lors de la demi-finale de la coupe de Normandie U18 féminine.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Les faits de violences se sont produits sur un des terrains de football du stade Pelé au Havre, samedi 13 juin 2026, lors de la demi-finale de

Coupe de Normandie U18 féminines. - Paris Normandie/Suzelle Gaube

Par Suzelle Gaube

Publié: 24 Juin 2026 à 12h08 Temps de lecture: 1 min

Après la réunion de sa commission régionale de discipline, mardi 23 juin 2026, la Ligue de football de Normandie a rendu sa décision concernant les incidents survenus lors de la rencontre de Coupe de Normandie U18 Féminines. Des faits de violences qui se sont produits, samedi 13 juin 2026 au stade Pelé au Havre : une violente altercation dont la gardienne de Saint-Lô a été victime de la part de spectatrices au bord du terrain. La joueuse de 17 ans a notamment eu le nez fracturé.

Consultez l'actualité en vidéo

La HAC « n'a pas été en mesure de garantir la sécurité »

« Compte tenu de la gravité des faits constatés et des responsabilités retenues, la Commission a prononcé la perte du match par pénalité pour les deux équipes, indique la Ligue dans un communiqué diffusé mercredi 24 juin 2026 dans la matinée. *Elle a notamment considéré que le club recevant n'avait pas été en mesure de garantir la sécurité de l'ensemble des acteurs présents dans l'enceinte sportive. »*

« Des responsabilités partagées »

La Ligue poursuit : *« La Commission a également relevé que le contexte ayant conduit aux incidents traduisait des responsabilités partagées dans la montée des tensions, sans que cela ne puisse en*

aucun cas justifier ou minimiser les violences commises. » La Ligue adresse *« tout son soutien à la jeune joueuse blessée et lui souhaite un prompt rétablissement »*. Tout en précisant que *« la Ligue réaffirme son engagement total contre toute forme de violence et rappelle que le respect et la sécurité doivent demeurer au cœur de la pratique du football »*.

En conséquence, le Stade Malherbe Caen est déclaré vainqueur de la Coupe de Normandie U18 Féminines E2SE, sous réserve d'un éventuel appel dans les délais réglementaires.

Le président du club de Saint-Lô « en colère »

Cette décision ne passe pas auprès du club de Saint-Lô. Contacté, le président du club, Denis Lavalley se dit dans *« l'incompréhension », « en colère » et « indigné » : « Une gamine qui a été frappée, hospitalisée, qui a encore des suivis aujourd'hui, et à qui on afflige deux matchs de suspension. Avec une amende de 100 € pour notre club et 200 € pour le HAC. C'est une gamine qui va arrêter le foot, il faut le savoir. Merci la Ligue de développer le football féminin dans de telles conditions »*.

Il ajoute : *« On nous reproche dans le PV que la joueuse a effectivement jeté le ballon sur les spectatrices. Quand vous êtes agressée verbalement pendant des minutes et des minutes, on peut comprendre un moment d'énervement d'une joueuse de l'équipe qui en a marre, surtout qu'elle en a averti l'arbitre »* en amont. Pour lui, *« c'est ce geste-là qui est sanctionné très fortement, alors qu'on n'a pas tenu compte de tout ce qui s'est passé avant »*.

Pour sa part, François Philippe, co-président du HAC Association, n'a pas souhaité commenter cette décision.

Quid des poursuites judiciaires ?

La ligue évoque en parallèle *« une procédure judiciaire en cours »* : *« Il appartient désormais également à l'autorité judiciaire de poursuivre ses investigations, notamment afin d'établir les responsabilités individuelles des personnes impliquées, surtout celles ne figurant pas sur la feuille de match, et de statuer dans son champ de compétence »*.

Lire aussi

Grève à la Ligue havraise : salaires et conditions de travail au centre des revendications

Au Havre, la canicule fait-elle bon ménage avec le début des soldes d'été ?

Baignade dangereuse, le HAC Association sanctionné, travaux à Tancarville… Le point actu mercredi 24 juin

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Le Havre

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Le Havre

[Grève à la Ligue havraise : salaires et conditions de travail au centre des revendications]

[« Ma compagne est devenue violette » : au Havre, comment les salariés affrontent la canicule]

[Au Havre, la canicule fait-elle bon ménage avec le début des soldes d'été ?]

[Baignade dangereuse, le HAC Association sanctionné, travaux à Tancarville… Le point actu mercredi 24 juin]

[En « détresse », une mère menace d'« étouffer avec un coussin » son bébé d'un an à Fécamp]

Au Havre, le feu d’artifice prévu pour l’anniversaire du Pasino est annulé pour cause de canicule

Voir plus d'articles

Juste pour vous

paris-normandie.fr

« Il est traumatisé » : à Rouen, un enfant mordu par un rat dans la cour de son école

Cécile Frangne

6–8 minutes

Vendredi 19 juin 2026, un élève de l’école primaire Anne-Sylvestre à Rouen a été mordu par un rat alors qu’il jouait dans la cour de récréation.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Les enfants sont restés confinés à l'intérieur des bâtiments durant la journée de vendredi. - Photo Stéphanie Péron-Clément

Par Cécile Frangne

Publié: 24 Juin 2026 à 18h20 Temps de lecture: 1 min

Un élève de l'école primaire Anne-Sylvestre à Rouen a été mordu par un rat dans la cour. Les faits se sont déroulés vendredi 19 juin 2026, alors que l'enfant jouait lors de la récréation du matin.

Consultez l'actualité en vidéo

« Ça nous a tous choqué, témoigne une mère d'élève. *On sait bien qu'il y a beaucoup de rats autour de l'école et que la chaleur les fait sortir, mais on ne pensait pas qu'il était possible que l'un d'eux s'en prenne gratuitement à un enfant. »*

Conduit aux urgences pédiatriques

« Conformément aux protocoles de secours, le Samu a été immédiatement contacté pour avis médical », indique la direction de l'école dans un message envoyé vendredi aux parents d'élèves des deux écoles – maternelle et primaire – du groupe scolaire Les Fabulettes-Anne Sylvestre.

« L'enfant a été pris en charge par son père et conduit aux urgences pédiatriques pour une consultation de contrôle ».

« Il a été vacciné à l'hôpital, confirme Elizabeth Labaye, adjointe en charge des Écoles et de la Petite Enfance, *et son état de santé est bon. Mais il est traumatisé par ce qu'il s'est passé »*.

Un événement qui ne s'était, selon l'élue, jamais produit à Rouen : *« qu'on nous signale la présence de rats aux abords d'un établissement, oui, mais jamais au sein d'une école »*.

La cour dératisée

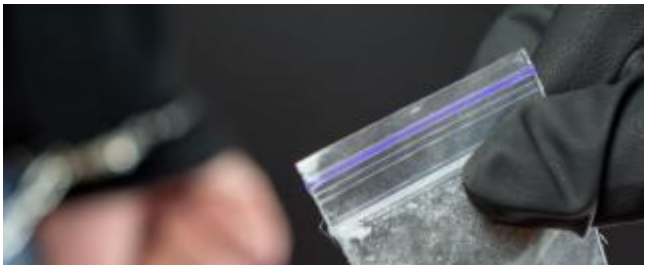
Les services de la mairie ont été *« immédiatement alertés »* et les enfants confinés à l'intérieur des bâtiments durant la journée de vendredi *« dans l'attente d'une intervention complète des services compétents »*.

« Une entreprise de dératisation est intervenue le jour même », poursuit Elizabeth Labaye. Les activités en extérieur et les récréations dans la cour ont ainsi pu reprendre normalement *« dès lundi matin ».*

La Ville promet de *« rester vigilante »* quant à l'évolution de la situation. *« Nous profiterons de l'absence des enfants cet été pour refaire un tour et dératiser à nouveau si des bêtes reviennent »*, conclut l'adjointe.

Lire aussi

Viva Cité 2026 à Sotteville-lès-Rouen : transports, vélo, parkings, comment venir sans galérer ?



[À Rouen, « Bison » et ses deux « jobeuses » condamnés pour trafic de stupéfiants]

[Transports à Rouen. Fin du ticket carton et des tarifs qui changent à la rentrée 2026]

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen (Seine-Maritime)]

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Rouen

Video

« Ce serait bien que la Seine soit ouverte » : à Rouen, ados et collectifs rêvent de baignades encadrées

Viva Cité 2026 à Sotteville-lès-Rouen : transports, vélo, parkings, comment venir sans galérer ?

[À Rouen, « Bison » et ses deux « jobeuses » condamnés pour trafic de stupéfiants]

[« Il est traumatisé » : à Rouen, un enfant mordu par un rat dans la cour de son école]

[Raccordement du pont Flaubert à la Sud III à Rouen : de nouvelles nuits de fermeture]

[Transports à Rouen. Fin du ticket carton et des tarifs qui changent à la rentrée 2026]

[Voir plus d'articles]

Juste pour vous

PARIS NORMANDIE

paris-normandie.fr

Fécamp. Oraux du bac : les écologistes dénoncent un réseau de transport Nomad inadapté aux candidats

Matthias Chaventré

4–5 minutes

À l’occasion des oraux du baccalauréat, des lycéens normands peinent à rejoindre leur centre d’examen en car, selon les élus Normandie Écologie. Dont la Fécampoise Bénédicte Martin. Entre horaires inadaptés et rotations insuffisantes, selon elle.

Ajouter Paris Normandie sur Google

Les lycéens de Fécamp doivent se rendre à Saint-Valery-en-Caux. Une épreuve avant les épreuves, selon Bénédicte Martin. - Archives

Paris Normandie

Par Matthias Chaventré

Publié: 25 Juin 2026 à 07h01 Temps de lecture: 2 min

Alors que les épreuves orales du baccalauréat ont débuté, des lycéens normands rencontrent des difficultés pour rejoindre leur centre d'examen, selon les élus Normandie Écologie à la Région, dont la Fécampoise Bénédicte Martin. Pour certains candidats, les oraux se déroulent dans un établissement différent de leur lycée d'origine. Par exemple, ceux de Fécamp sont convoqués à Saint-Valery-en-Caux.

Des recours à un taxi

Si l'organisation des centres d'examen relève de l'Éducation nationale, Bénédicte Martin dénonce l'inadaptation du réseau de transport régional Nomad Car. Horaires insuffisants, rotations trop rares : les candidats sont souvent contraints d'utiliser leur véhicule personnel ou de recourir à un taxi pour être à l'heure, selon elle.

À Fécamp, les deux seules liaisons disponibles permettent une arrivée à 8h16 et un retour à 17h45, alors que les épreuves s'étendent de 8h à 16h30. Une situation jugée inéquitable *« devant un examen national qui se veut pourtant le même pour tous »*. Lundi 22 juin 2026, les écologistes demandaient à la Région Normandie la mise en place de mesures exceptionnelles de transport.

Lire aussi

« Il faut en parler » : une Fécampoise raconte son calvaire, entre violences, plaintes et justice

En « détresse », une mère menace d'« étouffer avec un coussin » son bébé d'un an à Fécamp

Running – Off road : l'ascension de la Fécampoise Manon Rousseaux ne fait que commencer

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Fécamp (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Fécamp

Fécamp. Oraux du bac : les écologistes dénoncent un réseau de transport Nomad inadapté aux candidats

Fécamp. Au club de gymnastique du Bois Rosé, un gala pour clore une année riche en performances

« Il faut en parler » : une Fécampoise raconte son calvaire, entre violences, plaintes et justice

[En « détresse », une mère menace d'« étouffer avec un coussin » son bébé d'un an à Fécamp]

[Running – Off road : l'ascension de la Fécampoise Manon Rousseaux ne fait que commencer]

Video

[Affaire Lyhanna, présidentielle... L'actualité politique vue par cette députée de la Seine-Maritime]

Voir plus d'articles

Juste pour vous

leparisien.fr

A Rouen, les salons de massage aux prestations « particulières » dans le collimateur de la justice…

Laurent Derouet

4–5 minutes

A l'angle des rues de la Savonnerie et du Bac, peu après la pause déjeuner, il règne en ce mercredi 10 juin à Rouen (Seine-Maritime) une certaine effervescence autour du salon de massage Shun Jin, d'habitude enclin à plus de discrétion. Pas loin d'une dizaine de personnes entrent et sortent du bâtiment aux couleurs vives, des dossiers sous le bras. Il s'agit des membres du Comité opérationnel départemental antifraude (CODAF) venus effectuer une opération coup de poing durant laquelle deux autres salons de massage du centre-ville sont contrôlés simultanément.

Réunissant les compétences multiples de fonctionnaires du Service interdépartemental de protection aux frontières, de la Police nationale de Rouen, du Service local de la protection judiciaire, de la Brigade de protection de la famille et de la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités, son objectif est clair : mettre la pression sur ces lieux ayant pignon sur rue suspectés d'abriter des faits de prostitution. Et de procéder à des contrôles tous azimuts pour donner un coup d'arrêt aux activités illicites dissimulées derrière plusieurs salons de massage rouennais.

« Proxénétisme aggravé »

Il faut dire que dans ce quartier de la Halle aux toiles, nombreux sont ceux à affirmer que derrière ces décorations aux couleurs de l'Asie invitant à la détente, les prestations sexuelles tarifées sont la règle. Quelques mois plus tôt, un lieu similaire situé à quelques centaines de mètres avait d'ailleurs fermé sans préavis, avec comme seule indication sur la porte un scellé officiel indiquant le motif : « Proxénétisme aggravé ».

Pour ces nouveaux contrôles, durant lesquels les inspecteurs du travail ont lancé des procédures pour travail dissimulé et minoration manifeste de chiffres d'affaires tandis qu'un étranger en situation irrégulière a été découvert, l'affaire remonte au mois d'octobre 2025. Un client « repenti », d'après le communiqué du cabinet du procureur de Rouen, est interrogé par les enquêteurs de la Division de la criminalité territoriale. Ce dernier confirme les doutes des fonctionnaires et leur révèle que des prestations sexuelles tarifées (de 35 à 200 euros selon ses dires) sont pratiquées dans un salon de massage rouennais.

À voir aussi

Lyhanna : les magistrats regrettent la décision de coupables au lieu de régler les problèmes structurels

Le 23 juin 2026

Jusqu'à 1,3 million d'euros de bénéfices

L'endroit est alors placé sous surveillance durant plusieurs semaines. En planque, les enquêteurs constatent que le salon, ouvert du lundi au dimanche de 9h30 à 21 heures, reçoit une quinzaine de clients en moyenne chaque jour. Dans leurs estimations, les agents évaluent jusqu'à 1,3 million d'euros, sur une période de cinq ans, les bénéfices occultes tirés de ces activités par les propriétaires.

Le lundi 8 juin, une opération de flagrant délit est alors déclenchée en

début d'après-midi, sous le contrôle de l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains. Le coup de filet permet l'interpellation de deux ressortissants chinois, dont une employée en situation irrégulière sur le territoire national depuis 14 ans. Des chiens spécialisés dans la traque des billets de banque permettent de mettre la main sur près de 8 000 euros en liquide. Simultanément, un troisième individu est interpellé dans le Val-d'Oise par la Gendarmerie nationale. A son domicile de Pantin (Seine-Saint-Denis), ce ne sont pas loin de 38 000 euros et quelques dollars qui sont trouvés.

Jugés le 15 juillet prochain

Poursuivis pour proxénétisme, blanchiment et travail illégal, les deux gérants de ce salon de massage passent en comparution immédiate le 11 juin dernier. Ayant demandé plus de temps pour assurer leur défense, ils seront jugés le 15 juillet prochain au tribunal judiciaire de Rouen. En attendant l'audience, ils sont toujours incarcérés.

[4/4] Luc Tangorre, une vie de mensonges

Écouter

Ils ne sont pas les seuls à devoir répondre des faits puisque six clients identifiés par les enquêteurs devront suivre un stage de sensibilisation à l'achat d'actes sexuels dans le cadre d'un classement sous condition. Et ils seront convoqués en septembre prochain devant le délégué du procureur.

Reste que cette lutte contre ces salons de massage aux prestations illicites n'est pas si simple. Depuis le 10 juin dernier, le Shun Jin est lui resté ouvert.

paris-normandie.fr

Sous le pont de Tancarville, quatre mois de travaux sur la D982 pour une nouvelle ligne électrique

Coline Poiret-Mellier

7–9 minutes

À partir du lundi 29 juin 2026, la circulation risque d’être perturbée sous le pont de Tancarville. RTE lance les travaux d’une liaison électrique souterraine à très haute tension entre Sandouville et Saint-Jean-de-Folleville.

Ajouter Paris Normandie sur Google

La circulation sera alternée sous le pont de Tancarville à partir du 29 juin. - Roxane Henry

PARIS NORMANDIE

Par Coline Poiret-Mellier

Publié: 24 Juin 2026 à 16h58 Temps de lecture: 1 min

Les automobilistes empruntant la D982 à Tancarville vont devoir s'armer de patience. À compter du lundi 29 juin 2026, RTE (Réseau de transport d'électricité) lance les premiers travaux de sa future liaison souterraine de 225 000 volts entre Sandouville et Saint-Jean-de-Folleville.

Consultez l'actualité en vidéo

Le chantier débutera dans un premier temps entre l'agence Crit et l'intersection avec la rue de la Seine. Sur cette portion de la D982, un sens de circulation sera fermé afin de permettre la réalisation des travaux. Plusieurs rues adjacentes seront également fermées à la circulation, à l'exception des riverains : la rue du Nais, la Courte Côte et la rue des Hêtres.

Un chantier préparé depuis plus d'un an

L'organisation des travaux a fait l'objet de plus d'un an de préparation avec la mairie, les services de l'État, RTE et la Direction départementale des routes. L'objectif affiché est de limiter autant que possible les perturbations sur cet axe stratégique reliant notamment Le Havre, Radicatel et la zone industrielle de Port-Jérôme, et très fréquenté par les salariés des zones industrielles, les poids lourds et les habitants de l'estuaire.

La première phase des travaux se déroulera du 29 juin au 31 août 2026. Les interventions auront lieu de 5 h 30 à 1 heure du matin du

lundi au vendredi afin de réduire la durée du chantier. L'alternat restera toutefois en place en continu, y compris les week-ends.

Du 29 juin au 31 août : alternat permanent sur 180 m. Du 1er septembre au 1er novembre : alternat en journée, de 9 h à 16 h. - RTE

Une deuxième phase suivra du 1er septembre au 1er novembre. Les travaux progresseront alors vers le rond-point desservant la zone industrielle de Port-Jérôme. Cette fois, les interventions seront réalisées uniquement entre 9 heures et 16 heures du lundi au vendredi. En dehors de ces horaires ainsi que les week-ends, les deux voies de circulation seront rétablies.

D'autres travaux sont déjà annoncés pour l'été 2027 sur le reste du tracé.

Une liaison électrique pour accompagner la transition énergétique

Si les automobilistes retiendront surtout les perturbations à venir, ces travaux constituent l'une des premières étapes visibles du projet

« Transition énergétique des Boucles de la Seine » porté par RTE.

L'objectif est de renforcer le réseau électrique entre les zones industrielles du Havre et de Port-Jérôme-sur-Seine afin d'accompagner leur décarbonation et leur électrification. L'Eure et la Seine-Maritime concentrent aujourd'hui près de 15 % des émissions de CO_2 de l'industrie française, rappelle RTE.

À terme, la liaison souterraine de 225 000 volts reliera les communes de Sandouville et Saint-Jean-de-Folleville. Le programme prévoit également la création de deux nouveaux postes électriques, à Sandouville et Port-Jérôme-sur-Seine, ainsi qu'une future ligne aérienne de 400 000 volts entre Rougemontier, dans l'Eure, et Port-Jérôme-sur-Seine.

Un chantier qui doit permettre d'alimenter les futurs projets industriels du territoire et dont la mise en service complète est prévue à l'horizon 2029.

Lire aussi

On fait quoi ce week-end dans le pays de Caux ?

Lire à la plage est de retour dans le pays de Caux pour son vingtième anniversaire

Canicule : des agriculteurs cauchois déplorent l'arrêté préfectoral limitant leur activité

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Tancarville (Seine-Maritime) Saint-Jean-de-Folleville (Seine-Maritime)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Lillebonne

Sous le pont de Tancarville, quatre mois de travaux sur la D982 pour une nouvelle ligne électrique

On fait quoi ce week-end dans le pays de Caux ?

[Lire à la plage est de retour dans le pays de Caux pour son vingtième anniversaire]

[Ce marché du dimanche en Seine-Maritime séduit les habitants et valorise les producteurs locaux]

Canicule : des agriculteurs cauchois déplorent l'arrêté préfectoral limitant leur activité

Deux collégiennes de Rives-en-Seine primées pour leur projet sur la Shoah

Voir plus d'articles

Juste pour vous

PARIS NORMANDIE

Retour en haut du site Région Rouen Le Havre Évreux Dieppe Fécamp Vernon Louviers Yvetot Bernay Bolbec Pont-Audemer Elbeuf Lillebonne Neufchâtel-en-Bray Deauville et sa région Caen Faits divers France Monde Pratique Emploi Immobilier Sports Loisirs Économie Politique Vidéos Agenda Index journalistes La Voix du Nord L'Union Le Courrier picard L'Aisne nouvelle L'Est Eclair L'Ardennais Nord Littoral Le Messager Le Soir Sud Info